

Points de repère

ANALYSES, PERSPECTIVES, DÉBATS

H i v e r 2 0 0 7

<http://alternatives.international.net>

Le Brésil face au deuxième mandat de Lula



Volume 7, No 1

EN PLUS DANS CE NUMÉRO

L'Iran sur le bord de la guerre

Les nouveaux barbares au Moyen-Orient

Le Liban fragile

Le Forum social de Nairobi

Les controverses du Venezuela

5 \$



POINTS DE REPÈRE

Correspondance et abonnements

MONTRÉAL
3720 avenue du Parc
bureau 300, Montréal
(Québec) H2X 2J1

PARIS
21 tel rue Voltaire
75011
Paris

RABAT
63 rue El Kadi Ayaad
Dour Jamaa
Rabat

JERUSALEM
PO Box 31417
Jerusalem
91313

<http://alternatives-international.net>

Trimestriel publié trois fois l'an.
Abonnement : 25 \$ US ou 25 euros

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement le point de vue d'Alternatives-International ni de ses membres..

Table des matières

PERSPECTIVES

DOSSIER BRÉSIL 7

-Le deuxième mandat de Lula

-L'hégémonie à l'envers)

-La longue marche du MST

-A luta continua

-Lettre ouverte au PT

UN MONDE QUI BOUGE

-Iran : les Etats-Unis vont-ils attaquer ?21

-Moyen-Orient : les nouveaux barbares

-Le Liban sur le fil du rasoir

-Le Forum Social Mondial : de la défensive à l'offensive

CONTROVERSES SUR LE VENEZUELA 30

-Le débat sur la création du parti unique

-Les images du socialisme

CONTRIBUTEURS

Perspective

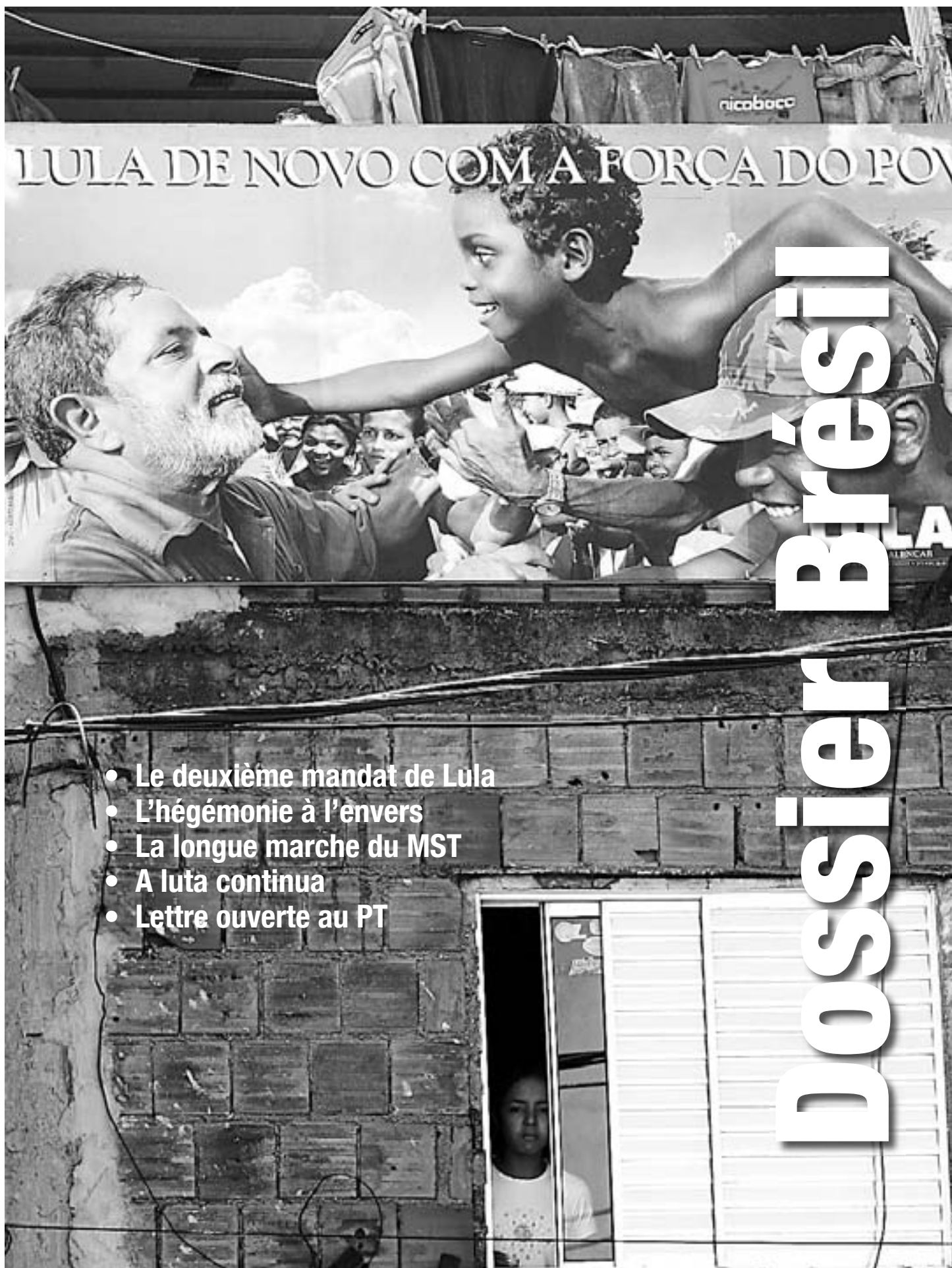
En ce début de 2007, la situation se présente sous des formes paradoxales pour le mouvement altermondialiste. Les avancées de 2006 sont indéniables, notamment en Amérique du Sud où les projets néolibéraux sont constamment mis sur la brèche tant sur le terrain social que sur le terrain politique. L'élection de coalitions de centre-gauche au Brésil, au Nicaragua, en Bolivie, au Venezuela témoigne de ce changement des «plaques tectoniques» si on peut dire. Les avancées de plusieurs mouvements paysans, l'irruption des autochtones dans la région andine, les coalitions populaires qui réussissent à bloquer le bulldozer néolibéral au niveau local sont également des signaux importants qui indiquent que le mouvement populaire est ascendant. Ailleurs dans le monde, notamment dans plusieurs pays européens, la force du mouvement social est palpable. Enfin, il faut souligner que la persistance et l'enracinement du processus du Forum social mondial, dans des conditions souvent difficiles (comme celles qui ont été constatées à Nairobi où s'est tenu la septième édition du FSM) démontrent également la vitalité, la capacité d'innovation, la diversité riche et dense des mouvements sociaux.

Mais la situation se présente très différemment dans d'autres régions, notamment en Europe centrale, aux États-Unis, en Chine et surtout dans cet «arc des crises» qui recouvre une grande partie de l'Asie et de l'Afrique. Là généralement, les mouvements sont éparpillés. La scène politique est monopolisée par des États autoritaires et-ou la droite dure. Et surtout la «guerre sans fin» continue de dominer le jeu, facilitant, si on peut dire, le travail de mouvements conservateurs. Ceux-ci, dans l'«arc des crises» s'organisent souvent dans la mouvance de l'Islam politique, et avec tout ce que leur projet comporte d'ambigu. En plus, à court et moyen terme, une très grosse crise couve en Iran, confrontée par ses dynamiques internes d'une part, par sa confrontation avec l'Empire américain d'autre part. Au pire, cette crise pourrait éclipser les situations dramatiques que l'on connaît en Palestine, en Irak et en Afghanistan.

Les défis devant le mouvement altermondialiste seraient moins intenses s'il ne se profilait pas un autre grand débat. Entre les mouvements sociaux et les coalitions de centre-gauche d'Amérique Latine ou en Europe, les écarts se creusent. L'expérience brésilienne, notamment, est problématique. Après quatre ans d'un premier mandat, le processus de transformation est questionné. Ailleurs, des tensions semblables s'expriment entre des mouvements sociaux et le «social-libéralisme» s'inscrivant dans l'évolution de la social démocratie.

Comme vous le constaterez cette livraison de Points de repère, les enjeux sont multiples et complexes, révélant de nouvelles fractures et de nouvelles explorations.

Pierre Beaudet



LULA DE NOVO COM A FORÇA DO POVO

Dossier Brésil

- Le deuxième mandat de Lula
- L'hégémonie à l'envers
- La longue marche du MST
- A luta continua
- Lettre ouverte au PT

Le deuxième mandat de Lula

Par Georges Le Bel *

Univers irréel

Le nouveau mandat du président brésilien a été assuré par une éclatante victoire de Lula lors du deuxième tour des élections présidentielles en octobre 2006. Près de 60 millions de Brésiliens ont voté très majoritairement pour le chef historique du Parti des travailleurs (PT).

Les élections de 2006

- La politique brésilienne s'articule au niveau présidentiel autour de grandes coalitions qui ont tendance à s'organiser autour de grands pôles, celui du PT et de ses alliés du Frente Popular d'une part, et celui du PSDP et de ses alliés de centre et de droite d'autre part.
- Lors du premier tour des élections présidentielles en octobre dernier, la gauche a obtenu 48%, en perdant une partie significative de son électorat traditionnel au profit des dissidents du PT, le P-SOL (6,8% des votes). La droite pour sa part et son candidat Alckmin ont obtenu 41,64%. Cette non-victoire au premier tour a été interprétée par tous, y compris par les militants du PT, comme un camouflet de l'électorat contre Lula.
- Les choses se sont rétablies lors du second tour. Lula a obtenu 60,83% des votes. Au niveau des États, 16 gouverneurs sur 27 lui sont acquis. Il pourrait constituer une majorité simple à la Chambre des 513 députés (avec l'appui opportuniste du PMDB). Mais seulement 40 sénateurs sur 81 penchent de son côté alors que la majorité reste dans l'opposition avec le PSDB, ainsi qu'avec le parti traditionnel de la droite, le PFL.

Depuis, le Brésil vit un grand débat national. La droite et le milieu des affaires mettent en garde la population contre une possible «dérive populiste» tout en exigeant la continuation de la politique économique de rigueur qui a assuré tout au long du premier mandat leur enrichissement. Les secteurs populaires et la gauche pour leur part demandent un recentrage de l'État vers ses objectifs sociaux en se demandant parfois si et jusqu'à quand ils vont continuer d'appuyer le Président. Entre-temps mais comme toujours, les médias brésiliens qui professent allègrement la pensée unique (de droite) continuent la campagne qu'ils ont déclenchée en 2002 contre Lula et le PT.

Ce qui est frappant au Brésil actuellement est le fait que les vainqueurs s'excusent d'avoir gagné pendant que les vaincus plastronnent effrontément. Comment expliquer cette aberration ? On oublie parfois de comprendre les complexités de l'univers politique brésilien. Le mandat présidentiel de Lula lui donne une grande marge de manœuvre, mais le Président ne gouverne pas seul. Le Congrès reste dominé par la droite et le centre qui sont structurés autour de grands partis, notamment le PSDB qui est devenu le centre de gravité des secteurs conservateurs. Parallèlement prolifère une galaxie de petits partis qui sont souvent des «boutiques» avec lesquelles il faut marchander la législation, entre autres par la distribution de postes. Ces pratiques peu reluisantes qu'animait de main de maître l'ancien président de droite Fernando Cardoso ont mené Lula en eaux troubles lors du premier mandat. Les médias féroceement anti Lula en ont fait des choux gras en éclaboussant l'équipe de Lula

qui se promenait avec des valises pleines de cash pour sécuriser des votes. Mais la triste réalité est que le président devait pour faire adopter ses politiques littéralement «acheter» les votes de parlementaires corrompus et inamovibles et qui disposent de privilèges exorbitants.¹

Les dilemmes à venir

Entre-temps aux premiers jours du second mandat, Lula a promis de porter la croissance annuelle à un taux de 5% (elle n'a pas dépassé 3% depuis 2002).² C'est ambitieux, mais peut-être réalisable, selon la plupart des analystes. La droite et les médias ne le disent pas, mais c'est Lula qui a sorti le Brésil de la crise où l'avait enfoncé Cardoso avec sa dette énorme. L'économie brésilienne s'est remise à fonctionner et les fortes augmentations des exportations ont permis pour la première fois depuis longtemps de produire un solde extérieur positif.

Les exportations sont devenues le facteur de croissance important (en milliards de dollars US\$)

	Exportations	Importations	Solde commercial
2000	55	56	- 0,7
2001	58,2	55,6	2,6
2002	60,4	47,4	13
2003	73,1	48,3	23,8
2004	96,5	62,8	33,6
2005	118	73,55	44,75
2006	135	88	47

Source : Conjuntura econômica déc.06, p. XVI, publiée par la Fundação Getulio Vargas.

D'ailleurs les détenteurs de capitaux constatent que les affaires ont été bonnes ces dernières années.³ Comment maintenir cette stabilité tout en réinvestissant dans le social ?

La situation économique : une expansion sous contrainte

	2004	2005	2006	2007
Croissance du PIB en %	4,9%	2,3%	2,7%	3,4%
Taux d'intérêts	8%	12,7%	11,6%	7,9%
Taux d'inflation	7,6%	5,69%	3,2%	4%
Solde commercial	33,7	44,7	45,5	43 ⁴
Dette publique	51,7%	51,55	50,6%	49,5% ⁵

Source : Confederação nacional da indústria CNI

C'est la principale question bien sûr. Lula promet de nouvelles mesures, le «pacote»⁶ afin d'assurer d'une part, une plus grande croissance économique et d'autre part, plus de redistribution : «Acelerar, crescer e incluir». Certes, le projet de rendre un peu plus solvable la demande de consommation de près de 12 millions de familles (bolsa familia) constitue un puissant moyen de relancer la petite production locale et de favoriser par les coopé-

ratives, la croissance économique par la base, de créer des emplois locaux, de renforcer une autonomie économique naissante pour plusieurs, de susciter à terme un nouvel essor économique. Mais le Brésil est impatient, le moyen trop lent, le terme trop long. Des investissements importants (\$300 milliards de dollars sur quatre ans) ont été annoncés dans les infrastructures, l'éducation et la santé. Des coupures drastiques dans les coûts d'opération de l'État qui sont passés de 30 à 38% du PIB nécessiteraient un réaménagement de la fonction publique et de la gestion de son système de retraite. Une aide à l'accession de la propriété est aussi organisée. Lula avait promis 10 millions d'emplois : en quatre ans, 5 millions d'emplois formels ont été créés et 4,5 millions d'informels. Les mouvements sociaux s'interrogent : peut-on se distancier de Lula sans risquer ce qui a été rejeté par les électeurs, soit le retour à une gestion de droite qui n'a de cesse que de détruire l'État, de privatiser ses moyens et d'ignorer les exclus ?

Le monde rural : un portrait contrasté

- Le modèle économique actuel qui repose sur les exportations de l'agrobusiness transnational extensif reprendrait le modèle historique du café (première République 1880-1930) éventuellement incompatible avec l'agriculture familiale et locale. L'analogie caféière oublie que même si l'agriculture représente encore 30% du PIB, il existe aussi des secteurs productifs de pointe : aéronautique, pharmacie, pétroles et gaz, automobile, acier et capital financier.
- Se pose ici la question classique de la génération de la rente qui repose sur le différentiel de productivité entre ces deux modèles, complémentaires seulement si l'ampleur de l'économie crée des marchés sectoriels, des niches économiques. À terme, c'est évidemment l'agrobusiness qui profite. Contrairement à l'agriculture familiale, cette industrie a triplé (1950-2000) sa productivité en augmentant de seulement 10% les surfaces utilisées.) L'agrobusiness représente 40% des exportations et occupe 10 % (440 000) des exploitations (440 000) agricoles du pays, mais 80% des terres exploitées. 144 000 exploitations ont plus de 500 hectares. L'agriculture familiale fournit 80% de l'emploi rural et 33% du PIB agricole, mais assure l'essentiel des produits de base d'une population urbaine à 80%. En 2004, l'excédent agricole était de 34 milliards; sans lui, la balance commerciale n'eut été qu'équilibrée et ce commerce est en croissance. Mais des infrastructures déficientes font qu'un exportateur brésilien dépense en transport en moyenne 50 dollars la tonne de soja produit (parfois jusqu'à plus de 1800 km de la mer) alors que l'Argentine ou l'Étatsunien en dépensent 15 dollars. Mais le coût environnemental et social de ce développement est énorme.
- L'agriculture s'est transformée depuis dix ans, avec la culture extensive sur des milliers d'hectares, avec une mécanisation poussée, une recherche agronomique publique efficiente, l'utilisation massive d'engrais et de plantations OGM, une main-d'œuvre peu coûteuse, le faible prix et la disponibilité des terres (des dizaines de millions d'hectares exploitables au seul Mato grosso selon la CNUCED) et les dévaluations successives, tout contribue au boom des exportations. Même si 1% des plus riches possèdent 45% des surfaces exploitées, Lula n'a pas tué la poule aux œufs d'or, mais l'a 'survoltée' aux OGM. Les sans-terres mécontents des lenteurs de la politique de distribution des terres qui est loin d'avoir rencontré l'objectif de 430 000 familles installées sur des parcelles en quatre ans, ont cependant réduit leurs invasions/occupations de terres pendant la période électorale, craignant sans doute un sort pire si Lula était défait. Les invasions ont repris dès janvier.

Depuis l'élection, de dures négociations sont en cours pour constituer au Congrès la majorité parlementaire qui permettra d'endosser ce programme. À côté des ambitions économiques, la priorité du Président est d'enclencher une vaste réforme institutionnelle. On parle notamment de briser l'éparpillement concussionnaire des partis pour obtenir des majorités de gouvernement stables et efficaces. Un peu avant la dissolution du précédent gouvernement, le principal conseiller de Lula, Marco Aurelio Garcia (il était le président du parti après les turbulences de l'automne dernier durant lesquelles les principaux cadres du PT ont dû démissionner) a réuni les responsables des partis à l'Assemblée. Il les a informés que le Gouvernement entendait engager la réforme des rapports du législatif et de l'exécutif, des lois électorales et de la gestion du rapport démocratique des élus à leurs électeurs, qu'il était ouvert à toutes suggestions, qu'il attendait des propositions concrètes et que le prochain bloc législatif de gouvernement serait soudé par un engagement à appuyer le projet de réforme institutionnelle qui en résulterait.

Des changements en profondeur

Les élections de 2006 constituent un changement profond qui pourrait restructurer l'espace politique et social brésilien d'une manière qui dépasse la simple alternance. Car pour plusieurs, 2006 représente l'irruption du peuple dans le paysage politique, un peuple que l'ancien président Cardoso dénigrait comme une «bande de péquenots» qui avait la «chance» d'être gouvernée par une «élite mondialisée». Plus qu'en 2002, les élections ont en effet transformé un univers hiérarchique et élitiste en une démocratie nouvelle où le peuple a eu une voix pour la première fois depuis très longtemps.⁷ Les classes populaires ont très clairement manifesté leur appui au programme de transformation. Même les classes moyennes, la petite bourgeoisie, qui avaient décidé au premier tour de donner une leçon à Lula, ont vite changé d'idée au deuxième tour quand elles ont compris à quelle sauce la droite les mangerait. C'est probablement ce que Lula a voulu signifier lorsqu'il a dit que son Gouvernement n'était pas populiste, mais populaire, puisqu'il avait su rassembler autour de lui près des deux tiers des électeurs. Comme légitimité démocratique, on peut difficilement faire mieux lors d'une élection où personne n'a vraiment parlé de fraude électorale.⁸

C'est bien là dans ce peuple que les véritables transformations sont en cours, à l'abri du regard des médias hostiles. Bien sûr, il y a cet immense et inquiétant surgissement des églises fondamentalistes qui, par ailleurs, appuient Lula et lui fournissent plusieurs de ses meilleurs fonctionnaires et ministres. Mais il y a plus. Partout et à tout moment, naissent des comités de citoyens, groupes d'appui, comités de solidarité, qui sur les sujets les plus divers, s'opposent aux décisions que les élus locaux avaient l'habitude de prendre sans vergogne. On a pu constater qu'à côté de ces centres d'excellence que sont les grandes et célèbres universités publiques, il y a ce foisonnement d'initiatives de recherche-actions qui se développent dans les universités étatiques, qui se mettent au service des initiatives locales, instruisent et forment les intervenants, les outillent pour les rendre capables d'autonomie et de participation. Cette dynamique nouvelle qui allie l'économie solidaire au contrôle politique par la participation est de loin le phénomène le plus intéressant et peut-être le plus fondamental initié par l'arrivée de Lula au pouvoir.

Le peuple prend goût au pouvoir

Ce phénomène ne résulte pas d'abord de politiques publiques et n'est pas organisé par le Gouvernement, mais résulte de la compréhension qu'a le peuple du changement apporté par l'arrivée de la gauche au pouvoir. Même si Lula se défend d'être de gauche,⁹ le mythe du président travailleur agit et son élection nourrit dans le peuple l'idée qu'il a maintenant un rôle politique nouveau à jouer.

L'énigme Lula

- La droite reproche à Lula une personnalisation du pouvoir, qui le verrait tout entier consacré à l'édification de son propre mythe comme on l'avait vu à l'époque de Getúlio VARGAS dans les années 1950.
- Lula n'est certes pas réactionnaire, même s'il conduit une politique pragmatique qui se moule aux circonstances et tient des discours qualifiés de «caméléonisme»¹⁰, cette faculté d'adopter la couleur politique de ses auditeurs et de leur dire ce qu'ils veulent entendre. Sur le fond, il appert que Lula n'est pas un révolutionnaire, mais un conciliateur toujours prêt au compromis qui s'est construit dans la confrontation, mais aussi dans la négociation. Il craint la rupture et les choix difficiles, consulte beaucoup et décide lentement. Son gouvernement de coalition l'oblige à gouverner à vue, selon une direction et un plan de basse amplitude.
- Ce qui l'amène à déclarer, «Je ne suis pas l'homme d'un groupe, d'un parti, mais d'une cause, celle du Brésil.»

Dans le Brésil du deuxième mandat de Lula, on ne parle plus beaucoup de résistance, mais de ré-existence d'un peuple parti à la conquête de son autonomie. C'est là que se situe l'espoir d'un changement réel et profond de la réalité politique du Brésil. Certains au Gouvernement l'ont compris, une cellule de la présidence y est consacrée et tâtonne dans sa volonté d'accompagner le mouvement populaire tout en respectant son autonomie. Mais c'est à la base, dans les communes, les quartiers et les villes que l'essentiel se passe et que le changement semble en marche. C'est-là aussi que peut se jouer une réelle solidarité de peuple à peuple, si nous réussissons à accompagner ce mouvement, à apprendre de lui et lui apporter si possible le soutien de notre expérience spécifique.

** Georges Le Bel enseigne le droit à l'Université du Québec à Montréal. Il était récemment au Brésil à l'invitation du Sommet des peuples du Mercosur à Brasília en décembre dernier.*



Antonio Scorza/AFP/Getty Images

NOTES

- 1 Le salaire de référence d'un député est de 16 000 dollars par mois, et ce dans un pays où le salaire minimum est de \$350 dollars par mois. Les députés viennent d'ailleurs de se voter une augmentation de 91% !
- 2 Le Canada, qui a un PIB équivalent à celui du Brésil, se considère en ce moment en période économique faste avec un taux de croissance inférieur à 2,6%. Il s'agit de choisir à qui l'on compare le Brésil qui a cru en moyenne de 2,7% hors inflation, entre 1994 et 2006 et non de 5,3% comme les pays dits émergents comme la Chine, la Russie ou l'Inde. Le Brésil a égalé la croissance des pays membres du G-8 même s'il était étranglé il y a peu par la spéculation, le remboursement de la dette et les conditionnalités du FMI.
- 3 La croissance des valeurs boursières, évaluée annuellement à 20%, est phénoménale. Le rendement des placements financiers auraient cru de 15% en 2006 (10% en Chine).
- 4 En milliards de dollars US\$.
- 5 En pourcentage du PIB.
- 6 Programa de aceleração do crescimento (PAC).
- 7 L'introduction de l'élection au suffrage direct ne date que de 1994 et les trois scrutins directs (1994, 1998, 2002) se sont ressentis des habitudes clientélistes et élitistes du passé. C'est seulement en 2006 qu'on a l'impression de voir soudain surgir le peuple par-delà les élites comme acteur politique direct, dont la défaite des caciques du clientélisme Magalhães à Bahia et les Sarney à Maranhão est la plus magistrale démonstration que la page du livre ouvert avec l'instauration d'une république censitaire par les grands propriétaires au XIX^e siècle est maintenant tournée.
- 8 Sur un budget de campagne de plusieurs millions, le PT, n'est accusé que d'avoir accepté un don de dix mille reales d'un entrepreneur dont une filiale avait obtenu des sous-contrats de l'État, ce qui est illégal et justifierait que le PT ne pourrait toucher pendant un an les sommes que le loi électorale destine à chacun des partis qui a reçu plus de 5% d'appui lors de l'élection. Le fils de Lula (Lulinho) est accusé d'avoir obtenu du PT un contrat de publicité pour la campagne, et le Vice-président Alencar aurait reçu un contrat pour imprimer quelques millions de chemisettes de campagne. À ce niveau de détail, l'élection est sauve.
- 9 Il a prétendu qu'être de gauche est une étape de la jeunesse qui se transforme en problème en vieillissant : « Se você conhece uma pessoa muito idosa que seja de esquerda, é porque ela está com problemas. » 'Sou de esquerda com muita honra'.
- 10 « A frase é típica do 'cameleonismo' do presidente, que diz o que cada plateia quer ouvir, mas é um sinal de indigência cultural » Francisco de Oliveira, sociologue, 73 ans, fondateur dissident du PT.

L'hégémonie à l'envers

La réélection de Luiz Inacio da Silva en octobre 2006 nous permet de relire le paysage politique du Brésil sous l'égide du Parti des travailleurs (PT). La vague de dérégulations, de privatisations et de restructurations sous le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso dans les années 1990, et avec cette vague, la dissolution de la classe ouvrière industrielle créée durant l'époque développementiste, a déchiré les rapports existants entre l'économie et la politique, entre les classes et leurs représentations. Le résultat est une période d'indétermination qui a aussi été le contexte de la victoire de Lula aux élections présidentielles de 2002. Depuis, une nouvelle combinaison de néopopulisme et d'étatisation du PT renforce les politiques néolibérales, ainsi que la corruption du gouvernement. D'où un nouveau régime de classe au Brésil que l'on peut appeler «l'hégémonie à l'envers».

*Par Francisco de Oliveira **

D'abord, regardons les élections de 2006. Bien que le vote soit obligatoire au Brésil, 23% des électeurs se sont abstenus. 8% des scrutins étaient blancs ou annulés. Donc 31% des électeurs étaient ou bien inintéressés ou bien ne voulaient voter pour aucun des candidats. C'est dans l'histoire contemporaine du Brésil le plus haut niveau d'indifférence. Lors des élections, la réalité de ce désengagement était évidente. Aucune excitation. Aucune bannière du PT ni d'aucun autre parti. La majorité des électeurs ont fait leur devoir civique, puis se sont précipités vers la plage.

Il faut rappeler également que les résultats lors du premier tour de scrutin en octobre ont donné la frousse à Lula. En dépit du scandale de corruption qui avait affecté son parti depuis deux ans, le Président s'attendait à gagner haut la main. Sa campagne était nonchalante, Lula refusant même de débattre avec les autres candidats. Lula finalement a eu 48,6% des votes, contre 41,6% pour son adversaire Geraldo Alckmin du PSDB. Durant cette campagne, Lula s'était distancié du PT. Plus tard en voyant ses chances diminuer, Lula et ses conseillers visiblement secoués ont demandé au PT et à la gauche de se mobiliser. L'argument était qu'Alckmin allait redémarrer le programme de privatisation si amèrement combattu pendant le règne de Fernando Henrique Cardoso.

Pourtant, Alckmin était l'adversaire parfait pour Lula. Il est peu connu en dehors de Sao Paulo. Son visage d'oligarque et sa réputation d'un paulista sont de sérieux handicaps. Il n'a pas de message et passe très mal à la télévision. Pourquoi donc a-t-il

obtenu tant de votes lors du premier tour ? Et pourquoi aussi a-t-il perdu deux millions d'électeurs lors du second tour le 29 octobre ? L'explication couramment acceptée est que le score de 61% de Lula au second tour a joué sur l'influence de programme «Bolsa Familia», le programme d'aide sociale mis en place par Cardoso mais élargi sous Lula. La région pauvre du Nordeste qui reçoit la plus grande proportion de ces paiements a voté à 70% pour Lula. Après sa réélection, Lula s'est plaint de l'opposition des privilégiés, en affirmant que les banquiers n'avaient jamais gagné autant d'argent que sous son gouvernement ! Il a conclu en affirmant que l'élection était la victoire de ceux d'en bas et cette interprétation a été reprise par la presse étrangère, à l'effet que le pays était divisé entre pauvres et entre riches et que les pauvres avaient gagné. Mais cela n'explique pas le vote pour Alckmin au premier tour. On ne peut pas imaginer que 40% des Brésiliens sont riches !

Lors des élections dans les États en octobre, l'équipe Lula a marqué des points à Maranhao et Bahia où des caciques inamovibles ont été vaincus. Le PT dispose maintenant de quatre gouverneurs (l'État de Bahia est le seul réellement important). Le plus souvent, la campagne du PT s'est faite par le biais d'alliances et de coalitions hétérogènes, avec des partis aux idéologies différentes et des personnalités qui n'ont pas hésité à trahir leur propre parti. Par exemple le gouverneur de Matto Grosso, qui est membre du Parti populaire socialiste (PPS) (l'ancien parti communiste) est aussi le plus important producteur de soya de la région. Il a appuyé Lula même si son parti appuyait Alckmin aux élections présidentielles. Pour plusieurs, cette politique ressemble à un retour à l'ancienne culture politique où les partis représentent peu et où le pouvoir tourne autour de personnalités. C'est contradictoire puisque, durant la période qu'on peut définir comme l'âge de l'invention politique au Brésil (les années 1970-80), la création du PT avait établi la valeur et l'efficacité des partis de masse dans le champ de forces national. Il se peut que cette période soit en train de s'achever.

Les résultats aux élections du Congrès sont également mitigés. Au Sénat, le parti de droite PFL, vaincu à Bahia et Maranhao, demeure le plus important. À la chambre des députés, le PMDB a le plus grand nombre de sièges. Anciennement parti parapluie de l'opposition à la dictature militaire entre 1964 et 1984, ce parti est dominé par des caciques régionaux, sans aucune unité programmatique. Sans candidat aux présidentielles, le PMDB n'était allié ni au PT ni au PSDB. Fait à noter, le PT qui constitue le deuxième groupe en importance à la Chambre a perdu des sièges, et ce pour la première fois dans son histoire. Résultat de tout cela, Lula négocie un accord avec le PMDB, et ainsi de pouvoir compter sur une majorité de députés. Mais le coût de ces engagements est très élevé. La composition du cabinet, voire la direction de plusieurs institutions fédérales, en est affectée.

Pendant quelques semaines en octobre, il a semblé que la gauche avait repris de la force. Plusieurs personnes, y compris celui qui écrit ces lignes, ont voté Lula au second tour avec cet espoir, en tenant compte de l'importance du vote pour Helena et de la tradition populaire s'exprimant derrière la candidature de Lula.

Mais cette illusion a été rapidement détruite. Des proches de Lula comme Tarso Genro (ex-ministre des relations institutionnelles) et Dilma Rousseff (chef de cabinet de Lula) ont exprimé tout haut leur espoir de changement, mais ils ont été rappelés à l'ordre par le Président. Lula réaffirme la continuité dans la politique économique. Il confirme Henrique Meirelles à la tête de la Banque centrale. Il défend le bilan de son ancien ministre des finances Antonio Palocci. Devant cela, l'opinion est hésitante. Personne ne s'attend à de changements significatifs dans la politique du gouvernement. Le programme «Bolsa familia» sera renforcé. Le grand projet de détournement de la rivière Sao Fernando sera réorienté en fonction des besoins en eau aux États du Nordeste. Il y aura sans doute des mises en chantiers de projets d'infrastructures. Mais cela n'ira pas plus loin.

L'âge de l'indétermination

Une nouvelle formation sociale brésilienne émerge de ce paysage. Il relève d'une véritable mutation de l'économie industrialisée semi-périphérique, qui se restructure sous la pression de la globalisation capitaliste, des privatisations et de la révolution dite technologique (moléculaire-digitale). Une sorte d'animal hybride, moitié mammifère, moitié oiseau, en résulte.¹ C'est une «créature» qui combine la dépendance externe avec le travail précaire. Qui fusionne l'accumulation tronçonnée avec un ordre social très inégal. Et qui s'appuie sur une nouvelle classe sociale se définissant par son accès et son contrôle de fonds publics. Une partie de cette classe est composée de la strate supérieure des leaders ouvriers dont certains ont monté à travers le mouvement syndical autonome durant les années 1970 et 1980. Bien que ce mouvement ait été très affaibli par les restructurations des années 1990, une partie de son leadership est devenue maître des conseils d'administration des fonds de pension, lesquels sont de gros joueurs dans la finance brésilienne. La tâche de ces nouveaux gestionnaires syndicaux est maintenant de faire en sorte que les investissements menés par les fonds de pension soient rentables, ce qui à rebours implique des licenciements et la «rationalisation» d'entreprises. Aujourd'hui au Brésil, les principaux investisseurs institutionnels s'appellent Previ, Eletros, Sistel, Petros, Portus et Funcef, tous des noms qui indiquent les secteurs d'où ils prennent naissance. Ces fonds ont un poids énorme à la bourse. Ils jouent un rôle majeur dans l'élaboration des politiques de privatisations. Leurs dirigeants proviennent pour la plupart du noyau dur du PT qui s'est cristallisé depuis 2002.

Entre-temps, le leadership ouvrier traditionnel a été «écrémé». Ses liens avec la base ont été affaiblis. Entre 1989 et 1999, 3,2 postes de travail ont été supprimés, dont deux millions dans le secteur industriel. Le nombre des chômeurs est passé de 1,8 million à 7,6 millions. Le taux de chômage est passé de 3% à 9,6% de la population active. Quatre emplois sur cinq créés depuis les années 1990 sont dans ce qui est appelé euphémistement le secteur informel où les conditions sont précaires et les salaires sont bas et où sont maintenant localisés 40% des travailleurs. Ce processus a donné naissance à une nouvelle forme de subjectivité. Tout en minant la perspective d'une solidarité de classe et d'identification collective (caractéristiques du fordisme périphérique antérieur), il inculque les valeurs de compétition individuelle. Dans ce nouveau monde du travail, apparaît un univers dans lequel les syndicats n'ont plus leur place. Quelle classe sociale aurait pu résister à un tel ouragan ?

Le principal paradoxe de la présidence de Lula est qu'elle sur-

venue au même moment que la désorganisation profonde de la classe ouvrière. La campagne de 2002, dans le contexte d'une conjoncture politique incertaine, a été erratique, presque aléatoire. L'appui aux candidats évoluait en dents de scie. Aucun politicien de l'establishment n'était en mesure de définir une grammaire ou un code discursif apte à déchiffrer cette situation, ou la traduire en termes connus d'intérêts ou d'idéologie. Le champion de marketing employé par Lula, Duda Mendonça, a eu le génie de refocuser la campagne de Lula autour de slogans inoffensifs («Lunhinha, paix et amour»). C'était un anti-discours, enrobé dans un ton national-productiviste en référence à l'ancienne carrière de Lula. Avec José Alencar comme colistier (un homme d'affaire ayant réussi et venant comme Lula d'un milieu démuné), la campagne du PT a réuni un migrant du Nordeste et un banquier de Minas Gerais, au sein de «l'équipe miracle de Garanhuns» (la ville natale de Lula). Les médias corporatifs, acteurs clés dans cette indétermination, croyaient au début de la campagne que les anciens clivages de classes et d'idéologie allaient refaire surface. Mais après avoir constaté l'évolution des sondages, le grand conglomerat Globo a changé de ton en valorisant la candidature de Lula.

Puis un grand changement s'est concrétisé avec la «Lettre au peuple brésilien» et les capitulations de juillet. Lula promettait de respecter, même de surpasser les engagements du gouvernement Cardoso envers la classe des affaires et les institutions financières globales. Le message fut plus tard confirmé par la nomination d'Antonio Palocci et d'Henrique Meirelles, respectivement ministre des finances et PDG de la Banque centrale. Le premier (ex-maire de Ribeirao Preto) est un pétiste converti au néolibéralisme. Le deuxième est l'ex-président de la Banque de Boston et une des têtes de file du PSDB. Le leadership du PT incorporait également José Dirceu, ex-président du parti et inspirateur du virage programmatique, Luiz Gushiken, ministre des communications et José Genoïmo, président du PT, un ex-guérillero. Les autres partenaires de la coalition du PT ont demandé des emplois et des postes de «consolation». Parallèlement, contrairement à une tradition bien ancrée dans la vie politique du Brésil, aucun intellectuel de renom n'a été intégré dans l'équipe dirigeante, ce qui révèle la stratégie de la nomenklatura du parti.

Seul Lula a vu qu'il pourrait ainsi changer le parcours, dans le contexte où l'ancien pouvoir de veto de sa base ouvrière était réduit à nant. Grâce à son charisme, Lula a fait le reste en déjouant un Parti qui avait pourtant joué un rôle critique contre la dictature militaire durant les années 1970 et 1980, et qui avait été la principale référence d'un vaste mouvement social luttant pour la réinvention de la politique brésilienne. Avec l'arrivée au gouvernement, le pouvoir de séduire du président a anesthésié le mouvement social. Seul le MST a survécu à cette débâcle. Pendant ce temps, la grande centrale syndicale, la CUT a été transformée. Lula a agi pour changer sa direction dont les leaders avaient été parmi les fondateurs du PT. Joao Felicio, chef du syndicat des enseignants, totalement opposé aux privatisations, a été remplacé à la présidence de la CUT par le chef des métallos, Luiz Marinho, dont le syndicat a été très affaibli par les restructurations. Deux ex-travailleurs des banques, Gushiken et Ricardo Berzoini ont aussi obtenu des postes importants au cabinet, le deuxième étant responsable des réformes des pensions et il est très lié à la nouvelle classe de gestionnaires. Ironiquement, la CUT au départ adversaire du syndicalisme jaune sous la dictature est devenue sous le gouvernement de Lula une courroie de transmission pour les politiques néolibérales.

Le prix de la financiarisation

La reconstruction par Lula du système de pouvoir s'est effectuée dans la sphère économique par la financiarisation et la croissance des exportations dont les principaux bénéficiaires sont le secteur agro-industriel. À part quelques exceptions, les exportations demeurent dans les secteurs à faible valeur ajoutée, sans capacité réelle d'établir des relations inter industrielles basées sur une croissance soutenue.² Dans l'économie semi-périphérique du Brésil, la capitalisation est toujours liée à l'État. Parallèlement, la financiarisation est dépendante du capital semi-étatique, via les fonds de pension des entreprises publiques. Ceux-ci ont été développés comme une sorte de filet de sécurité privé durant la dictature militaire, sur la base de l'expérience de la Banque du Brésil et le plan Previ. La constitution de 1988 a institutionnalisé ce processus avec le Fonds d'assistance aux travailleurs, maintenant le principal contributeur à la Banque nationale de développement économique et social (BNDES). Présentement, les fonds de pension tentent d'attirer des investissements étrangers. Ils ont créé de nouveaux instruments financiers qui dépendent des transactions sur les obligations du gouvernement. Ultimement, cette dépendance sur les flux de capitaux ne peut qu'accentuer la crise du néolibéralisme semi-périphérique. Même Cardoso, qui a multiplié la dette par dix l'a dit, «ce n'est pas le gouvernement qui contrôle la dette, c'est la dette qui contrôle le gouvernement». Une politique économique qui mise sur du financement externe mène à une croissance exponentielle du poids de la dette et permet de concentrer les revenus dans le système financier.

Une des principales mesures législatives du gouvernement Lula a été d'accélérer la financiarisation. La réforme des pensions de 2004, qui a conduit à l'expulsion de Heloisa Helena et d'autres députés du PT, a été la première victoire de cette classe provenant des fonds de pension. Les faramineux taux d'intérêts ont permis la croissance extraordinaire des profits des banques. Mais la finance n'a pas relancé l'accumulation du capital. Elle n'a pas non plus soudé les intérêts nationaux bourgeois. Dans les faits, les profits financiers comme les paiements d'intérêts se font au détriment de la profitabilité du secteur productif. Ils sont un net transfert de revenus des secteurs vers le secteur financier. Ces transferts pénalisent les salaires réels, et donc forcent les entreprises soit à réduire les activités, soit à augmenter le taux d'exploitation de la force de travail.

Les politiques d'assistance sociale de Lula, mises en œuvre en continuité avec celles de Cardoso, sont la contrepartie de la liquidation du secteur manufacturier et de la classe ouvrière industrielle. Avec «Foame Zero», ces politiques ont proliféré sous diverses appellations avant d'aboutir au programme «Bolsa família». 11 millions de familles reçoivent des subsides qui vont jusqu'à \$40 dollars par famille par mois (les bénéficiaires perdent une partie de ces bénéfices au fur et à mesure que leurs revenus augmentent). Cette politique contredit une approche de développement national dont le but serait d'inclure tous les Brésiliens. La pauvreté est fonctionnalisée et instrumentalisée à des fins électorales. Pour être enregistré dans le programme de Bolsa família, il faut respecter la loi, donc voter. Il est clair que Lula a bénéficié de ce vote en 2006.

Lula a continué la politique de Cardoso sans grande surprise. Mais une bifurcation inattendue a été la dilapidation du patrimoine éthique du PT qui s'est manifestée à travers la vague de

scandales de corruption.³ Depuis 2005, le noyau dur autour de Lula est impliqué dans ces scandales. José Dirceu, le trésorier Delúbio Soares et José Genoíno ont été forcés de démissionner à la suite des révélations du député du PTB Roberto Jefferson à l'effet que le PT achetait les députés pour \$12 000 dollars par mois. Un assistant du frère de Genoíno a été pris la main dans le sac avec \$200 000 dollars en liquide. En juillet 2005, Gushiken a perdu son poste de ministre après avoir accordé de juteux contrats à ses ex-associés. En août, Antonio Palocci a été accusé d'avoir soutiré \$15 000 par mois à des entreprises d'enlèvement des ordures lorsqu'il était maire de Ribeirão Preto (il a dû démissionner après avoir tenté d'acheter un témoin). En septembre 2006, des fonctionnaires du PT ont été arrêtés après avoir tenté d'acheter des informations compromettant José Serra, le candidat du PSDB au poste de gouverneur de São Paulo.

Le Président a répondu en blâmant ses adjoints. Mais l'évolution de la scène politique et sociale du pays constitue un excellent lit pour ces pratiques. L'inégalité sociale vertigineuse fait en sorte que le patrimonialisme s'est modernisé. Comment le PT, créé justement pour reconstruire le système politique, en est arrivé à être l'architecte d'une telle corruption gangstérisée et anti-républicaine ? Sans penser que le système a anticipé sur les scandales de 2005 et de 2006, on peut penser que le modèle hybride y est pour quelque chose.

La corruption du PT n'est pas surprenante dans le contexte du contrôle des fonds de pension par les leaders du parti et de la CUT. La manipulation du système financier ouvre la voie à des luttes mafieuses entre divers groupes économiques. Durant les années 1990, Previ, le fonds de pension de la Banque du Brésil, a travaillé main dans la main avec le consortium qui a profité de la privatisation de Vale do Rio Doce, une grande entreprise minière. Sous la présidence de Lula, les liens rapprochés entre les secteurs publics et privés se sont renforcés. La nouvelle classe qui gère de puissantes firmes d'état se retrouve dans le même bain que le noyau dur de la grande bourgeoisie globalisée. La BNDES est la plus grande banque de développement au monde. Petrobras est la plus grosse entreprise pétrolière en Amérique latine. Banco do Brasil est plus grande que tous ses concurrents dans le secteur privé.

La corruption n'est donc pas un éclair dans un ciel bleu. On retrouve les fondements de ce processus dans les «petits» scandales dans les préfectures, dans la transformation des cadres en gestionnaires des fonds de pension, dans la bureaucratisation du parti. Pour paraphraser Gibbon, si le déclin du PT est un processus long, sa chute est un mouvement soudain. En outre, l'énorme pouvoir du Président se matérialise dans le fait de pouvoir nommer 20 000 fonctionnaires (en France c'est 300). Le plus souvent, ces postes et fonctions viennent avec des salaires très élevés. Les PDG des entreprises publiques font trente fois le salaire minimum. Plutôt que la capture de l'état par le parti, ce qui s'est passé est été la capture du parti par l'État.

Les conditions de l'hégémonie

Ainsi se prolonge de manière indéfinie la voie passive au Brésil. Les transformations sociales sont reportées sine die. Paradoxalement durant l'âge de l'invention, le PT et les mouvements sociaux étaient en marche pour développer une direction morale hégémonique, dans le sens gramscien du terme. Les concepts-clés étaient la généralisation des conflits sociaux, les

revendications des droits civiques, la notion de citoyenneté, la condamnation du patrimonialisme, le contrôle populaire sur les dépenses publiques et sur la gestion de l'état. En tout, le PT proposait un renouveau républicain sans parallèle dans l'histoire du Brésil.

Aujourd'hui, ce projet hégémonique est difficilement pensable. En 2002-03, le nombre de millionnaires a augmenté de 6%, et durant la même période, l'économie s'est contractée de 0,3%. L'expérience commune de l'espace public devient illusoire devant l'écart incommensurable entre les classes. D'un côté, les écoles de l'élite et les hôpitaux privés. Les 200 hélicoptères qui nécessitent un contrôle aérien à São Paulo. Une police privée qui compte plus de membres que la force policière publique. De l'autre côté, une dure lutte pour l'existence dans les favelas et dans le monde rural appauvri du Nordeste. Le rêve d'une égalité matérielle est devenu tellement distant que l'ordre symbolique perd son sens. D'où la réponse par en bas dans la croissance exponentielle de la violence rivée. Dans ce contexte où les inégalités sont renforcées par les privatisations néolibérales et les attaques contre les droits, la compétition au lieu de déboucher sur un individualisme démocratique produit l'intensification de la barbarie qui prend forme dans la montée de la criminalité. Comme cela a été avec le cas du meurtre de Celso Daniel, maire de San André, et d'Antonio da Costa Santos, maire de Campinas et où les rumeurs abondent sur l'implication possible de militants ou de leaders du PT. Le gangstérisme de parti, qui existe dans d'autres pays latino-américains est en train de devenir endémique sur la scène politique brésilienne.

Pétisme et Lulisme

Le néopopulisme s'exprime par le nouveau style adopté par Lula. Il court-circuite sans cesse le processus politique et met de côté son propre parti. Il se lance dans de nouvelles activités annonçant constamment de nouveaux programmes et projets qui sont surtout virtuels, mais qui donnent l'impression qu'il fait quelque chose, et que les médias publicisent chaque jour, même plusieurs fois par jour. Le pétisme-lulisme représente un populisme épuré par rapport aux cas de figure de Vargas, Péron et Cardenas. Ceux-ci gouvernaient de manière autoritaire tout en structurant l'inclusion de la classe ouvrière dans la politique et en dérangeant les schémas du sous-développement traditionnel de l'Amérique latine. La base matérielle de ces régimes reposait sur la croissance du secteur salarié et précisément du secteur manufacturier. Aujourd'hui le néopopulisme ne représente pas l'inclusion autoritaire, mais l'exclusion démocratique.

Le même phénomène est visible au Venezuela et en Argentine où l'on constate également la décomposition de la classe ouvrière. Kirchner a été élu sans l'appui de la base ouvrière traditionnelle du péronisme, après la désindustrialisation dévastatrice du gouvernement Martinez de Hoz et l'intériorisation de la globalisation de Menem. Depuis le crash financier de 2001, l'acteur central est la masse diffuse des chômeurs et des piqueteros. Au Venezuela, les travailleurs du secteur pétrolier, les plus organisés même si relativement peu nombreux, se sont alliés au grand capital. Face à eux, Chavez construit le bolivarianisme pour cimenter ce qui n'est pas une classe sociale. Dans les deux cas, le système traverse une crise politique et économique bien pire que celle qui sévit au Brésil. Mais Chavez comme Kirchner tentent chacun à leur manière d'utiliser l'indétermination causée par la crise économique et le crash politique pour traverser le Rubicon. Ils font le contraire de ce que Lula a fait.

La capitulation de Lula a des impacts plus loin qu'au Brésil. Au départ, une rupture était envisageable avec l'essor d'un projet républicain-démocratique, à tonalité socialiste. Il offrait à l'Amérique latine la possibilité d'une sortie de l'impasse néolibérale et de la subordination du continent au sein de l'ordre mondial globalisé. Mais rapidement, le gouvernement Lula a capitulé. Dans la pire tradition du patrimonialisme brésilien, le PT a rempli la machinerie de l'état avec ses propres cadres (à l'exception de la Banque centrale et de la Banque du Brésil). En apparence, l'État est occupé par le parti. En réalité, le parti se dissout dans l'État.

L'étatisation du PTA a une signification plus profonde, au-delà de l'échec du projet hégémonique. Le parti étatisé est la forme politique dominante dans la périphérie capitaliste. Tous les partis deviennent étatisés. Le déclin du PSDB en dehors du gouvernement démontre le même processus. L'opposition est anémique, sans appui populaire ni même celui de l'élite. Le choix du candidat Alckim en 2006 était symptomatique de cette crise. Le PSDB en dépit de ses efforts pour se projeter comme le parti de la bourgeoisie globalisée est devenu suiviste par rapport au gouvernement.

La victoire de Lula dans ces conditions est une défaite pour la gauche. Depuis, toutes les critiques sont dénoncées comme faisant le jeu de la droite. En pratique pourtant, le gouvernement dépend de l'appui des éléments conservateurs et néoconservateurs, notamment le PMDB. Mais les grands journaux comme la Folha de São Paulo et Estado de São Paulo continuent de poursuivre le PT avec férocité, ce qui augmente la confusion entre la critique de la gauche et les réactions de l'establishment pauliste.

Consentement des élites

Les classes sont en décomposition. La bourgeoisie ne peut s'unifier à cause de la domination du capital financier. La nouvelle classe est définie par des fonctions d'investissement. Nous sommes peut-être en train de voir naître une hégémonie à l'envers dans la périphérie, typique de cette époque de globalisation. L'Afrique du Sud est peut-être précurseur de cette évolution. Les opprimés disposent du leadership moral dans la société. Ils ont vaincu l'apartheid, un régime qui pratiquait les pires excès du vingtième siècle. Et puis le nouveau régime mis en place par les dominés a capitulé devant le néolibéralisme, comme les bidonvilles florissants de Johannesburg en témoignent. Le renversement de l'apartheid maintient le mythe de la capacité populaire de défaire l'adversaire, tout en légitimant l'exploitation sans pitié par le capitalisme.

Quelque chose de semblable se produit au Brésil. Le PT fournit un leadership moral qui vient de la résistance contre la dictature militaire. Il amène la question de la pauvreté et de l'inégalité au devant de la scène. L'élection de Lula à la présidence marque la fin des préjugés de classe. L'expansion de la Bolsa família proclame la défaite de la pauvreté radicalisée du Brésil, une forme d'apartheid. Mais le programme sert à dépolitiser la question de la pauvreté et à transformer l'égalité en un problème administratif tout en fermant la possibilité d'un projet national-développementaliste et la transformation des rapports sociaux. Si le programme Bolsa est renforcé, (on peut le faire en réduisant le surplus budgétaire de l'État de seulement 0,1%), les fondations de cette hégémonie à l'envers seront consolidées.

Nous faisons face à un phénomène différent des formes précédentes de domination. Ce n'est pas exactement le patrimonialisme : les gestionnaires de fonds de pension contrôlent du capital-argent. Ce n'est pas le paternalisme de l'époque de l'esclavage : Lula n'est pas un patriarche, même s'il veut suivre les traces de Getulio Vargas qui se proclamait le père des pauvres. Le pétisme-lulisme n'est pas une forme traditionnelle de populisme, comme le disent les critiques de droite ou de certains secteurs de la gauche. Sous le nouvel ordre, le pouvoir feint de dominer plutôt que de dominer réellement. Il fournit la direction morale et le personnel pour gérer les organisations de l'État. Il se présente comme le gestionnaire de l'accumulation, puisque les fonds de pension des grandes entreprises publiques sont au cœur du système financier brésilien. En dominant le système politique, Lula stabilise l'économie, notamment la monnaie.

Mais ces apparences cachent l'essentiel. Les dominés réalisent la révolution morale. Par la suite dans le sillon de la défaite de l'apartheid en Afrique du Sud et l'élection du PT au Brésil, ils se transforment en capitulant devant l'exploitation. L'équation gramscienne, force + consentement par l'hégémonie, est renver-

sée. Ce ne sont plus les dominés qui consentent à leur propre subordination. Ce sont les dominants qui consentent à être dirigés par des représentants des dominés. À condition toutefois, que ceux-ci ne questionnent pas les rapports capitalistes. Pour le capitalisme globalisé, cela pourrait devenir un paradigme fonctionnel. Plus loin encore, cela pourrait être une véritable révolution épistémologique, faisant pâlir les théories existantes sur la politique.

** **Francisco de Oliveira** enseigne à l'Université de Sao Paulo. L'article original a été publié dans New Left Review, numéro 42, décembre 2006*

NOTES

- 1 New Left Review, no. 24, décembre 2004.
- 2 Pétrobras est une exception partielle à cette loi, même si ces liens forts avec l'industrie nationale sont dus au fait qu'ils s'agit d'une entreprise publique.
- 3 Il est intéressant de noter que les scandales ont eu peu d'effet sur l'économie, ce qui démontre l'insularisation de l'économie par rapport à l'État.



La longue marche du MST

par Raúl Zibechi *

« Abattre les clôtures du latifundio n'était pas aussi difficile que de combattre les kits technologiques des transnationales », affirme Huli, assis dans sa cuisine, tandis qu'il verse de l'eau chaude dans le maté que nous partageons, et que son jeune fils gambade dans la maison. Il raconte que les paysans organisés dans le Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre ont rêvé pendant des années de conquérir leur terre et croyaient que cela résoudrait tous leurs problèmes : l'alimentation de leurs enfants, une vie digne construite par le travail dur au champ, l'éducation, la santé et le logement. Toutefois, la réalité s'est montrée beaucoup plus difficile, des surprises qu'ils n'avaient jamais imaginées les attendaient.

Huli Zang fait partie de l'une des 376 familles de l'assentamento de Filhos de Sepé (Fils de Sepé), qui occupe un peu plus de 6 000 hectares de la commune de Viamão, à 40 kilomètres de Porto Alegre, capital de l'Etat méridional de Rio Grande do Sul. L'assentamento, créé en février 1999, est divisé en quatre secteurs ; la forme d'organisation de l'espace de chaque secteur est, ce que les sans-terre appellent, une agrovila (ville agricole) : les habitations sont regroupées dans un secteur et non pas sur la parcelle individuelle de chaque paysan.

Ce regroupement permet aux habitations, solidement construites en bois ou briques, d'être reliées à l'électricité et à l'eau potable, ce qui rend la vie quotidienne des paysans assentados très semblable à celle des habitants des villes. La maison de Huli dispose d'une cuisinière au gaz et une autre au bois de chauffage, un réfrigérateur, un téléviseur et un ordinateur. Un chemin qui part des habitations du secteur les relie avec la ville la plus proche, Viamão, et avec les parcelles individuelles qui font en moyenne 17 hectares chacune.

L'assentamento se trouve à côté d'une réserve sauvage de 2 500 hectares, appelé Bañado dos Pachecos, où atterrissent des milliers d'oiseaux et diverses espèces de poissons et de mammifères. La zone est irriguée par ces marais et convient seulement à la culture du riz. Bien que contiguë à chaque maison, les assentados ont une parcelle suffisante pour cultiver des légumes et des arbres fruitiers, et presque tous ont des poules et quelques vaches laitières. Cela leur permet de satisfaire une partie de leurs besoins en aliments.

Dans l'assentamento se trouve un centre de formation du MST, qui a la capacité d'héberger 120 personnes et dispose de dortoirs, de salles de bain collectives, de salles de conférences, d'Internet et d'un réfectoire. Pendant tout le mois d'août 2006, quelque 80 activistes d'une demi-douzaine de pays ont participé à un séminaire dispensé chaque année par la Coordination Latino-

américaine d'Organisations Paysannes (CLOC, Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones Campesinas) [1]. Les assentados ont une école où vont 230 enfants de l'assentamento, dans lequel vivent quelque 1 800 personnes.

Terre et riz

Avant de s'installer, les paysans sans terre ont vécu presque quatre années dans un campement au bord des routes, dans des baraques faites de bâches noires, gelées en hiver et asphyxiantes en été. La négociation avec les autorités leur a permis d'accéder à la terre sur laquelle ils vivent aujourd'hui, qui constitue le plus grand assentamento de l'Etat. Une preuve que les assentados ont la volonté de construire un monde nouveau, et pas seulement d'avoir un morceau de terre à cultiver, est qu'ils ont décidé de créer une agrovila. En effet, un certain nombre d'assentamentos ont opté pour construire les habitations sur chaque parcelle individuelle, ce qui engendre des problèmes sociaux et politiques quasi insurmontables. Quand cela arrive, non seulement il devient impossible de fournir les services d'eau et d'électricité à tous les paysans (à cause de la distance entre les maisons), mais surtout la sociabilité devient presque nulle, ce qui augmente l'individualisme proverbial du paysan qui bloque toute tentative pour construire une société différente.

Qui visite une agrovila avec ses belles maisons toutes simples, ses parcelles ensemencées, ornées de fleurs multicolores, et ses animaux domestiques en train de paître et caquetant au soleil, a l'impression d'être dans un endroit bucolique où tout marche sur des roulettes. La réalité est tout autre. L'assentamento Filhos de Sepé fait face à de multiples problèmes, en général dérivés de la crise mondiale de l'agriculture familiale face au développement puissant de l'agro-business propulsé par les grandes multinationales.

Un premier problème provient précisément de l'option pour l'agrovila. Souvent les parcelles individuelles sont éloignées des habitations, parfois jusqu'à 10 ou 13 kilomètres. « Ceci amène quelques familles à cesser de cultiver et à les louer à d'autres assentados », dit Huli, qui n'esquive aucune des questions. Durant les dernières années, pour surpasser cette difficulté qui se présente dans toutes les agrovilas, le MST a conçu un nouveau modèle de campement. On crée des unités entre 15 et 20 familles, dans lesquelles les parcelles individuelles se disposent de manière triangulaire, dont le sommet conflue vers un « centre », de sorte que les maisons soient également proches les unes des autres mais que les parcelles restent très proches des habitations. Ceci suppose de déconcentrer l'assentamento, d'une moyenne de plus de cent familles à des unités qu'on appelle des « noyaux de maisons » qui dans aucun cas ne dépassent les 20 familles.

Mais le problème peut-être le plus grave, provient de la dépendance des multinationales qui leur imposent l'agriculture avec des agro-toxiques. « Monsanto nous apporte le kit technologique : les herbicides, les pesticides, c'est-à-dire des poisons, et ils nous apportent le riz. Avec le temps, nous voyons que nous sommes passés de la dépendance du grand propriétaire terrien qui avait la terre à la dépendance des multinationales qui ont la technologie. Nous arrivons à la conclusion que malgré toute notre lutte, nous n'avons pas avancé, que nous avons lutté durant des années pour

nous retrouver sous une nouvelle forme de dépendance, et, en outre, en empoisonnant nos familles et la population qui consomme du riz cultivé de cette manière », dit Huli.

Une lutte sans fin

Pour sortir de ce cercle de fer, les assentados ont opté pour l'agro-écologie. Dans l'assentamento, on cultive quelque 1 600 hectares de manière conventionnelle (c'est-à-dire avec des pesticides), mais ils ont commencé un intense débat interne et sont parvenus à ce qu'un petit noyau de familles puisse commencer à cultiver du riz biologique. L'année passée, 29 familles ont cultivé 120 hectares sans agro-toxique et ont formé l'Association des producteurs de riz et de poissons. Car, en outre, ils profitent de l'abondance de l'eau pour produire des poissons, grâce à quoi ils parviennent à diversifier la production d'aliments. Cette année-là (2005), ils ont produit 6 000 sacs de riz biologique et la production a été commercialisée au profit des goûters scolaires de la commune de Viamão, gouvernée par le Parti des Travailleurs (PT). Cette année, il y a déjà 35 familles qui espèrent ensemen- cer 150 hectares et produire 10 000 sacs.

Ils ont découvert que la culture biologique de riz est non seulement rentable mais que la productivité par hectare est exactement le double de celle obtenue avec les agro-toxiques. Ils ont récupéré une vieille tradition paysanne qui consiste à préparer la terre pour l'agriculture avec des canards. « Les canards mangent toutes les herbes, ils nettoient le terrain beaucoup mieux que n'importe quel poison agrochimique et, en plus, ils le fertilisent avec leurs excréments. Nous laissons les canards pendant des mois et ce sont eux qui préparent la terre. Donc, au moment d'ensemencer le riz, on les enlève et on les vend ou on les mange », raconte Huli avec un grand sourire. Avec la production biologique, ils ont leurs propres semences et engrais et, pour produire, ils ne dépendent pas de l'achat sur le marché, outre le fait qu'ils préservent la santé de ceux qui produisent et de ceux qui consomment.

Toutefois, ils doivent faire face maintenant au problème de la certification. Au Brésil, il existe seulement trois entreprises de certifications de cultures biologiques et toutes sont liées aux multinationales. « C'est-à-dire qu'une fois de plus nous nous heurtons au même ennemi », poursuit Huli. Mais ce qui les indignent le plus, c'est que le « certificateur » visite une seule fois par an l'assentamento, leur fait payer des milliers de dollars et ne fait pas le suivi du processus de culture, ce qui fait que tout producteur « biologique » pourrait utiliser des agro-toxiques en dépit du fait de disposer de la « certification ». Pour résoudre ce nouveau problème inattendu, le Mouvement est en train d'analyser la possibilité de créer une équipe de « certification communautaire », ce qui leur permettrait d'échapper aux multinationales.

D'autre part, les assentados se plaignent que les gouvernements fédéral et de l'Etat ne disposent pas de crédits pour la production agro-écologique. En somme, une chaîne de difficultés ; chaque fois qu'ils surmontent un obstacle, ils en trouvent un nouveau et dans le fond, toujours le même problème : le contrôle par les grandes entreprises de technologies agricoles qui leur permet de continuer d'exploiter les paysans. Le développement et le contrôle de nouvelles technologies par les multinationales a rendu possible un nouveau type d'oppression : elles n'ont plus besoin de la propriété des moyens de production, de contrôler le temps et les modes de travail ; il s'agit d'une domination « immatérielle », basée sur la maîtrise du savoir et du marché, comme manière de continuer à accumuler du profit. Huli nous raconte que la

production de riz a chaque fois moins de valeur sur le marché, ce pourquoi les 1 600 hectares que cultivent les paysans ne leur permettent même pas de survivre de la terre.

Avant de quitter l'assentamento, nous lui demandons quelles sont les sources de revenus des assentados à Filhos de Sepé. Il y en a trois : les potagers familiaux, le riz, et le travail dans les communes voisines, où les femmes trouvent des emplois comme femmes de ménage et les hommes dans la construction. « Quel pourcentage de leurs revenus obtiennent-ils de chaque emploi ? », demandons-nous. Huli ne peut pas éviter une grimace de tristesse : « Malheureusement, la plupart de leurs revenus proviennent des ménages et de la construction. Ainsi sont les choses ».

La lutte pour la terre se révèle être beaucoup plus complexe que ce que l'on peut imaginer. Peut-être que le grand triomphe des sans terre est que les paysans restent dans l'assentamento et qu'ils ne sont pas allés grossir les périphéries pauvres des grandes villes. Tout le reste est une lutte permanente, interminable. Plus complexe que la lutte pour la terre, puisque le capital a montré sa capacité de se transformer pour continuer à contrôler les mécanismes de domination, et se présente de manière moins palpable, presque invisible. Ceci requiert formation et apprentissage permanents, qui sont devenus des instruments indispensables à la lutte.

NOTES

1 <http://movimientos.org/cloc/>

• **Raúl Zibechi** est journaliste, commentateur et écrivain, est responsable de la section internationale au sein du célèbre hebdomadaire « Brecha », édité à Montevideo, il est l'auteur de plusieurs livres sur les mouvements sociaux, dont le dernier s'intitule « Genealogía de la revuelta. Argentina : una sociedad en movimiento ». L'article original a paru dans IRC Programas de las Américas (<http://www.ircamericas.org>)

Traduction : RISAL - Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine (<http://risal.collectifs.net>)

SEBASTIÃO SALGADO



A luta continua

ENTRETIEN AVEC LEONARDO BOFF

A 67 ans, Leonardo Boff est porteur d'une riche histoire personnelle construite autour de la réflexion et de la pratique. Il est donc difficile d'imaginer qu'il fasse des concessions à la situation politique brésilienne, à la gestion de son ami Lula, aux propres limites d'un tiède processus de réformes en marche. Au début du mandat de Lula, Boff était d'ailleurs l'un de ses principaux supporters. Aujourd'hui, le célèbre théologien de la libération se montre beaucoup plus circonspect et parle d'une « occasion gâchée ».

Entrevue réalisée par Sergio Ferrari

Quatre ans de gouvernement pour Lula, que retirer de cette expérience ?

J'ai été l'un des plus enthousiastes quand Lula fut élu. Ce fut mon rêve et ma désillusion. Je me suis confronté au « réalisme » de la politique du possible dans le cadre historique où se meut la société brésilienne. Il ne faut jamais oublier notre histoire. Nous sommes assis sur un passé colonial, sur le génocide des indigènes : ils étaient six millions quand arrivèrent les Portugais, ils sont aujourd'hui à peine huit cent mille. Nous avons vécu l'esclavage : douze millions de Noirs ont été déportés de l'Afrique vers le Brésil et leurs descendants sont aujourd'hui soixante millions. Nous possédons une élite qui selon la Banque mondiale détient la plus grande accumulation de biens matériels du monde. Une personne riche au Brésil l'est beaucoup plus qu'un Anglais ou un Américain du Nord. A côté de cela, existe la masse énorme des « appauvris ». Ce n'est qu'à partir du milieu du XXe siècle que ceux-ci ont pu s'organiser en mouvements sociaux et en syndicats libres, accompagnés par d'importants secteurs de l'Eglise catholique. Ils ont créé et promu les communautés de base et les pastorales sociales de la terre. Ils ont développé logement, santé, éducation, droits des pauvres et autres initiatives semblables. Changer cette réalité historique si oppressante aurait exigé une révolution. Lula, à mon avis, n'était pas suffisamment conscient de sa mission historique. Sa préoccupation initiale fut de sauver le pays d'une catastrophe économique imminente, au détriment des grandes réformes structurelles. L'occasion fut gâchée. Même si Lula se situe à gauche dans le système dominant, il demeure un élément de ce système. C'est pour cette raison que les grands organismes économiques mondiaux et les principaux chefs d'Etat se sentent si satisfaits de lui. Cette révolution venant de la périphérie, tellement crainte, n'a pas eu lieu.

Le bilan est-il donc négatif ?

Malgré ces limites, Lula a réalisé ce qu'aucun gouvernement précédent n'avait essayé : donner beaucoup plus d'importance aux thèmes sociaux. L'Etat a innové avec des plans comme « Bourse de famille » et « Lumière pour tous », l'appui à l'agriculture familiale et d'autres projets sociaux. Onze millions de familles en ont bénéficié, soit l'équivalent de 40 millions de personnes. Mais il faut voir ce progrès dans le contexte global. Lula trans-

fère 10 milliards de réales vers des projets sociaux et, dans le même temps, il autorise le versement de 140 milliards au système financier qui lui prête l'argent nécessaire pour poursuivre sa politique économique et lui permet de régler les factures gouvernementales. Cette contradiction est douloureuse et démontre comment la macroéconomie néolibérale continue à sucer le sang du peuple, alors qu'elle ne satisfait les exigences que d'une faible partie de la population. Cela est toutefois suffisant pour que ces opérateurs de la macroéconomie tranquilisent ainsi leur mauvaise conscience. En même temps, Lula se montre fidèle à quelques racines de sa biographie personnelle.

En tenant compte des espoirs que le Parti des travailleurs a suscités, dans quelle mesure cette expérience a-t-elle fortifié ou affaibli le mouvement social ?

A mon avis, l'une des limitations du gouvernement de Lula a été de se distancier des mouvements sociaux qui étaient sa source réelle de soutien. Il a préféré opter pour une base parlementaire, articulée autour de partis qui n'avaient rien à voir avec l'idéal du PT. Il faut reconnaître que Lula n'a pas condamné les mouvements sociaux comme cela était systématiquement le cas auparavant. Toutefois il ne leur a pas accordé non plus l'importance qui leur correspondait. Il considérait qu'ils étaient déjà de son côté. Il y a beaucoup de déception dans ces mouvements. Mais ils sont politiquement intelligents. Ils affirment : Lula est avec nous, il sort de nos rangs, il connaît nos tribulations. Malgré les erreurs qu'il a pu commettre, nous n'allons pas le livrer à la bourgeoisie. Au contraire, nous allons le presser pour qu'il se reconvertisse à ses anciens rêves et, comme le fils prodigue de l'Evangile, redécouvre le chemin du retour vers les mouvements sociaux. Ils voteront pour Lula en espérant qu'il modifie la politique économique de son gouvernement.

Un bilan si mitigé, de la part des acteurs sociaux, pose la question de la viabilité de changements profonds en Amérique latine dans le cadre d'un système de démocratie parlementaire...

Objectivement, nous avons besoin d'une révolution. Mais nous savons que le temps des révolutions classiques est terminé. Cela signifie que, dans le tableau globalisé de la politique mondiale aux mains de l'empire américain, la seule révolution possible consiste à poser lentement des pierres dans les rouages du système. Le président argentin Nestor Kirchner l'a compris. Il n'a pas dit au système financier mondial et à Bush : « Je ne vais pas payer la dette. » Cela aurait constitué un attentat contre le système et sa logique. Il a dit : « Je paye. Mais pour chaque dollar, je ne paierai que dix centimes. » Ils durent s'en contenter. Lula possédait beaucoup plus d'autorité morale pour tenter un coup similaire, voire même plus audacieux. Mais il lui a manqué le courage, la capacité de saisir la potentialité de cette situation. Ce fut une autre occasion gâchée. Nous devons maintenant nous contenter de réformes qui allègent les problèmes mais les perpétuent. La structure de base ne change pas.

L'expérience brésilienne montre un certain épuisement de la politique comme mécanisme « traditionnel » de transformation. Comment surmonter cet obstacle ?

Il est évident que la forme de représentation sociale à travers les partis est absolument désuète. Elle est trompeuse et permet la reproduction des conditions d'inégalité et d'injustice sociale.

La conviction qui croît dans les mouvements sociaux - comme celui des sans terre que j'accompagne - est que ce type de démocratie sert à maintenir la situation mais est inadéquate pour provoquer les changements nécessaires face aux demandes fondamentales du peuple. L'idée actuelle est de donner un caractère politique aux mouvements sociaux qui, jusqu'à présent, présentaient à peine un profil social. Cela signifie transformer le pouvoir social accumulé en un pouvoir politique au-dessus ou à travers les partis. Pour atteindre cet objectif, il faut créer des articulations avec des secteurs de partis qui ont proposé des changements substantiels dans la société. Cette initiative mûrit dans plusieurs mouvements sociaux. Je ne sais pas quel est le chemin, mais je suis convaincu qu'il se construira pas à pas.

« Serait-ce le moment de disparaître et de libérer la Terre ? » Alors que les projets de changement politique s'enlisent, les entreprises transnationales continuent à avancer et, avec elles, la destruction de la planète...

C'est un sujet qui m'a beaucoup préoccupé ces dernières années. Je l'ai écrit, j'en ai parlé, j'ai essayé d'influencer des secteurs du gouvernement. A l'exception de la ministre de l'Environnement, Marina Silva, ce discours est considéré comme un discours de farfelus dans une société prétendument bien pensante. Tous parlent de croissance. Lula est celui qui en parle le plus.

Tous les administrateurs du monde se proposent de grandir de plus en plus. Malheur au pays qui ne présente pas d'importants taux de croissance annuelle. Cet objectif est suicidaire. La Terre ne supporte pas ce système de production et consommation qui exploite systématiquement les ressources naturelles de la planète. Je suis convaincu de la théorie qui dit que l'être humain n'apprend rien de l'histoire, mais qu'il apprend tout de la souffrance. Ceci est tragique mais paraît être le chemin infaillible de l'apprentissage. Ou nous changeons, ou nous mourons en tant qu'espèce. Je pose la question : le moment ne serait-il pas arrivé de disparaître et de libérer la Terre de ce cancer que nous sommes et ainsi permettre la poursuite de ce processus de l'évolution, avec l'apparition d'autres formes de vie avec un autre sens de la coopération, celui de tous avec tous ? Puisque l'esprit et la conscience sont d'abord dans le cosmos et seulement ensuite en nous, cette disparition de l'espèce humaine ne serait pas une tragédie absolue...

Entrevue produite originellement pour Adital(www.adital.org.br) et traduite par le RISAL - Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine <http://risal.collectifs.net/>

Traduction : Rosemarie et Maurice Michelet Fournier.

LEONARDO BOFF LORS DU FORUM SOCIAL DE 2005



PEDRO ADAMS JÚNIOR

Le PT doit se réinventer

(Extraits d'une lettre ouverte des militants et dirigeants du PT en vue du prochain congrès)

Le prochain congrès du PT est un moment approprié pour retourner à nos valeurs de socialisme démocratique et républicain, aux avancées programmatiques pour la transformation du Brésil et à l'approfondissement de ses racines nationales et populaires. La victoire du Président Lula avec un immense appui populaire révèle la crise de perspectives des forces néolibérales et en même temps ouvre la porte pour de nouvelles transformations. Le vote en faveur du PT, notamment les conquêtes des gouvernements des États, nous permettent d'envisager de dépasser la crise et de vaincre nos défis. Il se forme dans notre pays une conscience populaire et démocratique historiquement inédite par son étendue et sa profondeur. Cette nouvelle conscience exige un parti combatif et militant, démocratique, avec une ample profondeur sociale, rénové dans ses perspectives. Le PT doit revenir à ses origines en tirant ses forces, comme dans le passé, de son implication dans les luttes populaires. Certes on ne revient jamais en arrière. Mais on construit l'avenir sur la base de son histoire et de son expérience.

Les acquis

Durant son premier mandat, le gouvernement Lula a réalisé des avancées importantes. Il a mis fin aux privatisations sauvages. Il a mis en place un ample processus d'inclusion sociale et éducationnelle. Il a réduit les énormes inégalités historiques. Il a développé une politique extérieure souveraine et promu l'intégration latino-américaine. Il a avancé dans la réforme agraire et l'agriculture familiale. Il a par une politique de logement orientée vers les populations à faible revenu redonné la dignité aux habitants des villes et de la campagne. Il a inauguré une nouvelle gestion publique orientée vers le développement durable et écologique. Il a promu les droits des femmes, combattu le racisme et renversé les pratiques antérieures d'impunité. Il a assaini les comptes publics et créé des centaines de milliers de postes de travail, tout en augmentant le salaire minimum. De tout cela se dégage la possibilité d'engager la république dans un cercle vertueux inédit dans notre histoire.

Les défis

Devant tant d'accomplissements, le gouvernement de Lula et du PT a devant lui de plus grands défis. En premier lieu, il porte sur ses épaules le défi de réconcilier la transformation sociale avec la démocratie en brisant avec les modèles antérieurs non démocratiques et totalitaires. En deuxième lieu, il faut promouvoir une transition du paradigme néolibéral vers un nouveau modèle de développement qui doit inclure les éléments suivants :

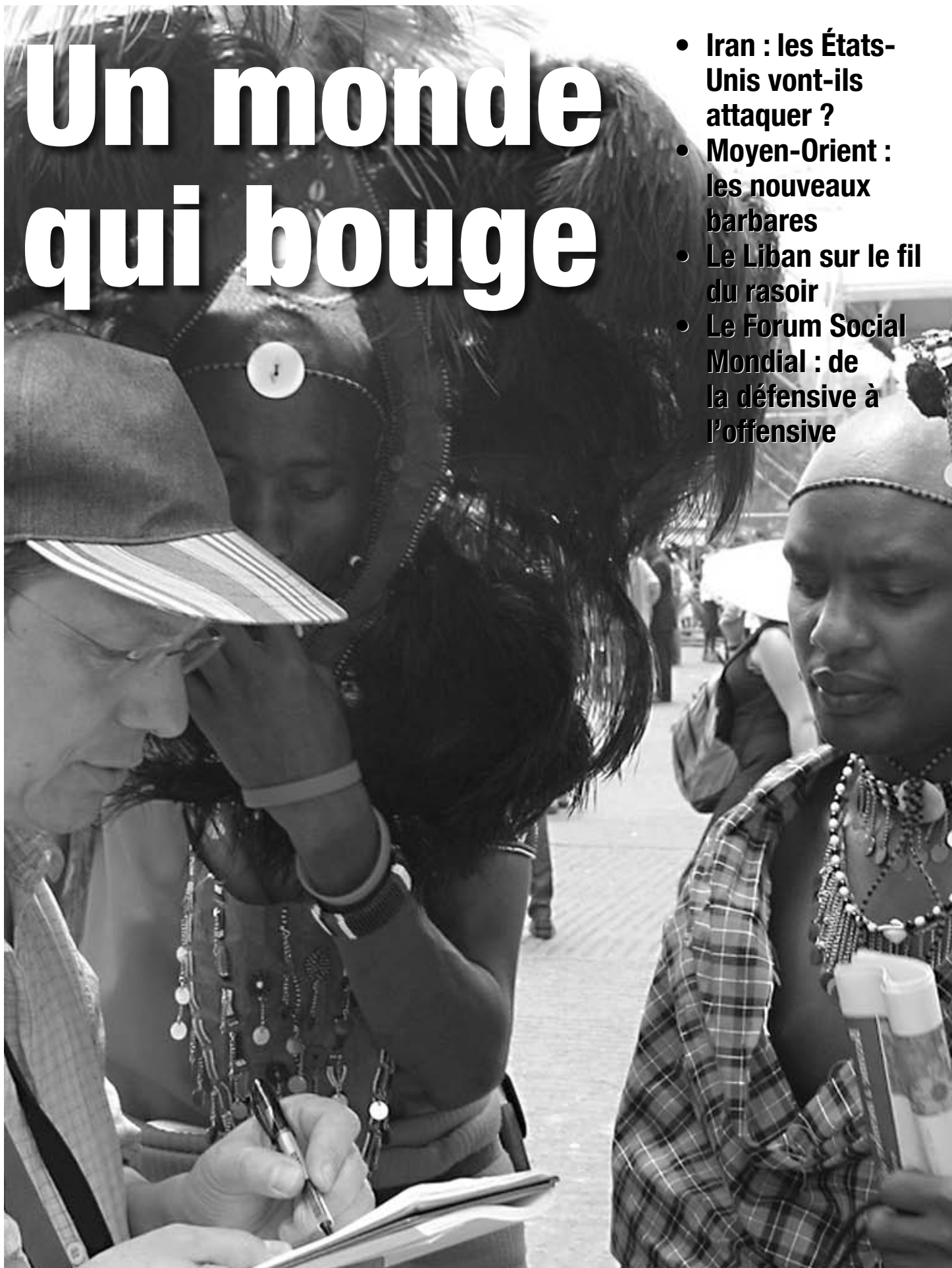
- Une réforme pour assurer le financement public des campagnes électorales et la valorisation des partis comme sujets pertinents de la vie politique démocratique.
- Une nouvelle relation entre l'État et la société qui promeut la participation directe des citoyens aux affaires publiques, dans la lignée des expériences de budget participatif.

- Un nouveau cadre de gestion monétaire pour assurer une croissance soutenue de l'économie brésilienne, la redistribution des revenus, l'expansion du marché interne de consommation populaire, la limitation des entrées et des sorties de capitaux spéculatifs.
- Une politique de démocratisation des moyens de communication et d'information
- La consolidation des politiques de protection et de promotion sociale basées sur la création d'emplois, l'accès à l'éducation, la formation professionnelle, le microcrédit, l'économie solidaire.
- L'approfondissement de la réforme agraire orientée sur l'agriculture familiale et la coopération, le développement durable et équilibré.
- Des politiques qui mettent la dimension environnementale au centre du développement
- Une lutte sans compromis contre les inégalités de genre et de race, la discrimination pour cause d'orientation sexuelle.
- Une politique extérieure active orientée vers l'Afrique et l'Amérique latine.
- La réforme et la modernisation du système de justice et de sécurité publique.

Pour surmonter la crise politique qui a affecté le PT durant le premier mandat de Lula, il révolutionnariser la structure de l'organisation partidaria en rénovant son identité programmatique. Ce qui implique de rétablir les liens avec les mouvements sociaux, de renforcer les capacités des militants de base de s'investir dans les luttes populaires. Le Parti n'est pas un appendice de l'État et l'État n'est pas subordonné au parti. Le Parti doit défendre le gouvernement auquel il participe et de l'autre côté, le Parti doit traduire les défis et les critiques des forces sociales qu'il représente.

Ce texte a été endossé par plus de 300 membres du PT, dont des secrétaires nationaux, des députés fédéraux et des responsables locaux du PT à Recife, Rio, Bahia, Amapa, Vitoria, Para, Brasilia, Belo Horizonte, Diadema, Coronel Fabriciano, Porto Alegre, Araraquara, Palmas, Guarulhos, Nova Laranjeiras, Fortaleza, Igarassu, Salvador, Baixa Grande, Niterói, Florianópolis, Porto Barreiro, Nova Iguaçu, Bagé, Bonito, Ibiassucê, Sergipe, Contagem, Belém, São Carlos, Comercin, São Paulo, Pintadas, Itagi, etc.

Un monde qui bouge



- Iran : les États-Unis vont-ils attaquer ?
- Moyen-Orient : les nouveaux barbares
- Le Liban sur le fil du rasoir
- Le Forum Social Mondial : de la défensive à l'offensive

Iran : Les États-Unis ont-ils l'intention d'attaquer ?

ENTREVUE AVEC MARIE DEJEVSKY *

Le Président Bush et d'autres responsables étasuniens ont récemment fait monter d'un cran leur rhétorique anti-iraniennne... Pourquoi cette question est-elle soulevée maintenant ?

Cette nouvelle attaque verbale a commencé avec le discours à la nation de M. Bush, le 10 janvier de cette année, lorsqu'il a rejeté le plan du Groupe d'Etude sur l'Irak et, en particulier, sa recommandation de parler avec l'Iran. Il est allé plus loin lors de son discours sur l'Etat de l'Union, accusant l'Iran de financer le terrorisme. A présent, le coordinateur sur l'Irak du Département d'Etat fait le tour de l'Europe en fulminant contre ce que les Etats-Unis voient comme les méfaits de l'Iran dans la région. Aux Etats-Unis, des spots télé viennent renforcer cette rhétorique, décrivant l'Iran comme une menace nucléaire et exigeant des sanctions plus sévères de la part de l'ONU. Ce qui frappe est à quel point le langage émotif et incontrôlé désormais dirigé contre l'Iran fait écho aux tirades qui ont précédé la guerre contre l'Irak.

Qu'ont les États-Unis précisément contre l'Iran ?

Les questions sont si nombreuses qu'il est difficile de savoir par où commencer. La toute première accusation formulée par les Etats-Unis concerne le prétendu soutien de l'Iran aux militants chiites en Irak. Washington soutient que l'Iran les finance et les arme. Les Etats-Unis s'opposent aussi à ce qu'ils considèrent comme étant un soutien en Syrie et au Liban au Hezbollah - dont Israël a sous-estimé la force lorsqu'il a envahi le Liban l'été dernier. Derrière ces accusations se trouve une plus grande inquiétude : que l'Iran ressorte comme le premier bénéficiaire de l'échec étasunien en Irak ; et que la propagation déstabilisante de son influence doit être stoppée à n'importe quel coût.

Mais n'y a-t-il pas d'autres sources d'hostilité ?

Deux autres questions sont en toile de fond. La première, pour laquelle les Etats-Unis ont récemment été satisfaits de faire cause commune avec les Européens et l'ONU, est la crainte que l'Iran se serve d'un programme légitime d'énergie nucléaire comme d'une couverture pour développer l'arme atomique. L'autre est le ressentiment profond qui subsiste depuis la crise des otages en 1979, lorsque les gardiens de la révolution prirent d'assaut l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran et gardèrent 52 citoyens américains en captivité pendant 15 mois. Malgré des ouvertures occasionnelles des deux côtés qui ont eu lieu depuis, les relations diplomatiques n'ont toujours pas été restaurées. L'élection en 2005 du populiste anti-occidental, Mahmoud Ahmadinejad, a contrarié tout espoir d'une réconciliation prochaine.

Les États-Unis ont-ils déjà dépassé le stade de la rhétorique ?

Oui et non. Au-delà de la rhétorique, ils déplacent deux groupes de porte-avions vers le Golfe Persique dans une démonstration de force militaire. L'injection prévue de 21 000 soldats américains supplémentaires en Irak - la soi-disant stratégie du «déferlement», qui doit prendre effet dans les trois prochains mois - est aussi vue par certains comme le préliminaire à l'utilisation de l'Irak comme base pour des attaques contre les installations nucléaires iraniennes ou même pour un assaut plus concerté. D'autres voient ce déferlement comme étant dirigé contre l'influence iranienne croissante en Irak. Les responsables américains confirment ceci en partie, en disant qu'ils se réservent le droit d'attaquer des cibles iraniennes à l'intérieur de l'Irak, mais qu'ils n'iront pas au-delà. C'est ce qu'ils disent, en ce moment, à la Grande-Bretagne et aux autres alliés européens.

Comment l'Iran a-t-il réagi ?

Sa priorité, aussi loin qu'on peut en juger pour l'instant, est de ne pas sembler capituler devant la pression des Etats-Unis. Aussi bon rhétoricien que n'importe qui dans l'administration étasunienne, le Président Ahmadinejad, jusqu'à présent, n'a pas fait de quartier. Toutefois, la réponse iranienne, dans son ensemble, a été plus déroutante. L'Iran n'a exercé aucunes représailles pour l'arrestation à Arbil, au nord de l'Irak, de cinq Iraniens par les forces américaines. Dans une déclaration qui a semblé faire la nique aux Etats-Unis et à l'Onu, un parlementaire iranien a dit que l'Iran avait pris livraison de 3 000 centrifugeuses, pour être utilisées dans l'enrichissement d'uranium. Toutefois, le chef de l'agence à l'énergie nucléaire iranienne l'a réfuté, bien qu'il n'y ait aucune indication que l'Iran se pliera aux exigences onusiennes pour la suspension de son programme nucléaire.

Que peut vouloir dire cette réponse sur le régime iranien ?

Tandis que les Etats-Unis semblent cultiver une ambiguïté délibérée vis-à-vis de l'Iran - parlant très fort tout en brandissant un tout petit bâton - la réponse de l'Iran suggère que le régime est divisé sur la façon de parer à la pression étasunienne et internationale. Fait décisif, M. Ahmadinejad semble avoir perdu de l'autorité. Il est arrivé au pouvoir sur un programme de réforme économique radicale destiné à étouffer la frustration de la multitude de pauvres en Iran. Cela fait presque deux ans qu'il dirige le pays et il n'a pas tenu ses engagements et beaucoup de ses anciens électeurs sont démoralisés. Apparemment affaibli à l'intérieur, M. Ahmadinejad ne peut pas risquer en plus de paraître faible à l'extérieur. La tentation de fanfaronner doit être

très forte. Cependant, les risques associés à une telle position, ont été illustrés bien trop crûment par Saddam Hussein.

Quels sont les risques pour les États-Unis ?

La rhétorique belliqueuse de Washington, combinée à un pouvoir fragile à Téhéran, crée une atmosphère fébrile dans laquelle l'un ou l'autre camp pourrait réagir de façon excessive. Toute attaque par les États-Unis contre des cibles iraniennes en Irak pourrait rapidement escalader en une confrontation plus grande. Il n'est pas difficile d'imaginer un scénario dans lequel les troupes américaines poursuivent les Iraniens de l'autre côté de la frontière et une chose entraîne une autre. Le manque de relations diplomatiques entre les deux pays est une complication supplémentaire, puisque les pourparlers sont menés au moyen d'intermédiaires et sont sujets à de mauvaises interprétations. La ligne officielle des États-Unis à ce stade est qu'ils n'attaqueront pas l'Iran à l'intérieur de ses frontières. Mais tout ce que l'on peut dire d'autre sur George Bush, il ne peut pas être décrit comme opposé à un tel risque. Qu'il ordonne l'usage de la force et les enjeux pourraient être encore plus élevés qu'en Irak ! Au pire, les États-Unis seraient enlisés dans une autre guerre coûteuse et probablement ingagnable, l'Iran s'enhardirait à accélérer son programme nucléaire et les États-Unis devraient céder à l'Iran l'hégémonie régionale.

Où situer Israël dans ce scénario ?

Israël est considéré par certains comme une puissance qui pourrait faire le sale boulot de M. Bush en Iran. Sa destruction en 1981 du réacteur nucléaire irakien Osirak est citée comme un précédent. Toutefois, cela ignore le fait que les installations nucléaires iraniennes sont très dispersées et que l'Iran est plus puissant que l'Irak ne l'était à l'époque. Cela présuppose aussi

que l'armée israélienne est une machine aussi efficace qu'elle l'était alors, chose que la guerre au Liban a mis en doute. Il est vrai qu'Israël a adopté une position belliqueuse contre l'Iran, en grande partie à cause de la menace d'Achmadinejad de «rayer Israël de la carte». Le Premier ministre israélien, Ehoud Olmert, a déclaré dernièrement qu'Israël ne permettrait pas au monde d'être «indifférent aux appels à la destruction d'Israël». Cependant, M. Olmert est un autre dirigeant sous pression, qui a ses propres raisons de tenir un discours excessif.

Y a-t-il une accusation valable pour une attaque militaire des États-Unis contre l'Iran ?

Oui...

- L'Iran a défié l'AIEA et l'ONU, viole clairement ses obligations légales internationales.
- Un Iran nucléaire déstabiliserait une région qui est déjà hautement volatile et encouragerait d'autres pays à acquérir des armes nucléaires
- L'Iran, avec sa variété particulière d'Islam militant, est une menace, non seulement pour les États-Unis, mais pour les intérêts occidentaux au sens large et il devrait être réfréné.

Non

- En tant que signataire du Traité de Non-Prolifération, l'Iran a le droit de développer l'énergie nucléaire ; il réfute le fait qu'il ait l'intention de construire une arme atomique.
- L'Iran a des intérêts légitimes stratégiques et de sécurité en Irak et a le droit de les défendre
- Jetez un coup d'œil aux conséquences désastreuses de l'intervention unilatérale des États-Unis en Irak !

*** Marie Dejevsky est journaliste.** Publié originellement dans *The Independent*, le 1er février 2007



Les nouveaux barbares

L'impérialisme et la guerre sans fin

Par Michel Warschawski

Sur le plan moral, l'histoire ne reste jamais immobile : si elle ne bouge pas vers moins d'oppression et plus de justice, elle bouge vers moins de droit et plus de barbarie. Pour paraphraser la socialiste révolutionnaire allemande, Rosa Luxembourg, qui avait prédit vingt ans avant l'arrivée du nazisme, ce sera « ou le socialisme, ou la barbarie », nous pouvons dire aujourd'hui que le 21ème siècle sera « ou l'instauration du droit, ou la loi de la jungle ».

Il semble, cependant, que pour la première décennie de ce troisième millénaire, c'est la loi de la jungle qui va dominer.

Dans un article publié il y a un mois dans Haaretz, le journaliste et analyste israélien, Tom Segev, contestait l'idée répandue que le contexte politique global de notre époque est le pire que nous avons connu depuis 20 ans. Selon Segev, la guerre, l'oppression et la destruction ont caractérisé la réalité politique de notre planète pendant les cinq dernières décennies, rien n'aurait changé, ni qualitativement ni même quantitativement dans un passé récent. Segev va même plus loin prétendant que le « clash des civilisations » n'est pas un phénomène nouveau, mais qu'il aurait marqué les décennies précédentes sous différentes formes.

Il n'y a aucun doute possible, les quatre décennies qui ont suivi la Deuxième guerre mondiale n'ont pas été pacifiques. Pendant cette période, plus de 76 millions d'êtres humains ont péri dans des guerres, des révolutions et des répressions massives par des dictatures. Il est vrai aussi que durant les années 50, 60 et 70, le « Nord » a mené une guerre coloniale contre le « Sud », et l'« Ouest », une « guerre de civilisation » contre le bloc communiste de l'Est.

Néanmoins, il y a une différence qualitative entre la situation présente et les 40 années qui ont suivi la victoire sur le fascisme. Trois facteurs principaux ont limité les aspirations hégémoniques des USA après la Deuxième guerre mondiale : l'existence d'une superpuissance soviétique ; la force d'une classe ouvrière organisée au sein des pays impérialistes ; les incidences du souvenir des horreurs du fascisme sur l'opinion publique internationale et l'illicémité perçue de l'unilatéralisme, de l'agression armée, etc.

En raison de ces facteurs, les grandes puissances ont été forcées de manœuvrer sous la pression d'une opposition politique énorme (mouvements anticolonialistes, oppositions démocratiques de masse) et ont constamment dû inventer des prétextes pour donner une légitimité à leurs guerres et à leurs actes de répression dans le monde.

Cependant, 50 années après la victoire sur le fascisme, ces contraintes ne s'imposent plus aux grandes puissances impérialistes - aux USA en particulier. L'unilatéralisme, les guerres « préventives », les aventures coloniales, etc. sont de nouveau légitimés ou, plus précisément, ne sont plus remis en cause d'une façon qui pourrait sérieusement gêner leurs auteurs. En l'absence d'une opposition puissante, la direction des néoconservateurs de l'Empire a pu se doter d'un nouveau « discours global » qui, au moins en partie, a gagné l'opinion d'un nombre important des victimes mêmes de l'Empire.

Les quatre principaux éléments de ce discours sont :

- Le capitalisme est le seul système viable.
- La civilisation (occidentale) est menacée par un nouvel ennemi mondial : le terrorisme.
- Une guerre préventive permanente globale est nécessaire pour protéger la civilisation des nouveaux barbares (terrorisme/ Islam) et de leurs alliés.
- Dans cette guerre pour la survie de la civilisation, il n'y a pas, et il ne doit pas y avoir, de limites : toutes les normes et conventions des 50 dernières années passées sont caduques.

Et en effet, dans sa croisade pour ce qu'elle appelle « le nouveau Siècle américain », c'est-à-dire, l'imposition par la force d'une hégémonie totale de son Empire sous le prétexte superficiel d'une « guerre contre le terrorisme », l'administration US a déclaré sans intérêt toute contrainte morale et réglementation internationales.

Déjà en 2003, George W. Bush avait annoncé que les conventions de Genève étaient obsolètes dans une guerre contre le terrorisme. Guantanamo a été ouvert en violation non seulement de la loi internationale mais aussi de la loi des Etats-Unis. Afin de priver les terroristes présumés de toutes protections et de tous droits, la même administration a décidé d'inventer une nouvelle catégorie de détenus : ni criminels, ni prisonniers de guerre, mais « terroristes présumés ».

La similitude entre les pratiques américaines et israéliennes est étonnante : déjà dans les années 70, les autorités militaires israéliennes avaient annoncé, par la Cour suprême israélienne aussi bien que dans les conférences internationales, que dans le cas des Territoires palestiniens occupés (OPT), les conventions de Genève n'étaient pas applicables. De plus, depuis la fin des années 60, les prisonniers politiques palestiniens étaient classés ni comme prisonniers de droit commun ni comme détenus politiques. Et la « prison secrète » découverte par l'avocate Lea Tsemel, près du kibboutz Ma'anit, en 2003, est l'identique de Guantanamo.

En plus, selon la direction néoconservatrice américaine et le gouvernement israélien, le but des guerres n'est plus de gagner une bataille, de conquérir un territoire ou de changer un régime, mais



de détruire des Etats et de démanteler des sociétés entières.

L'Etat d'Israël - mais aussi la grande majorité de la société israélienne - a entièrement intériorisé cette analyse néoconservatrice et la stratégie qui en découle. En fait, dans la dernière décennie, Israël et Palestine ont été le laboratoire d'une telle stratégie, les Palestiniens en étant les cobayes. C'est le cas même au niveau de l'armement comme le journal de gauche italien *El Manifesto* l'a récemment confirmé en démasquant l'utilisation de l'un des nouveaux et des plus barbares types de bombes fabriquées aux Etats-Unis et employés dans la dernière agression contre la population civile de Gaza. La guerre israélienne contre les Palestiniens vise nettement à détruire la société palestinienne et à faire des Palestiniens une nation de tribus dispersées, comme les Américains essaient de le faire en Afghanistan et en Iraq.

En fait, toutes les guerres sont barbares, mais la guerre israélienne dans les Territoires palestiniens occupés (et son contexte plus large, la guerre préventive sans fin contre le terrorisme) représente une nouvelle étape de la barbarie moderne. Bien que le terme de « génocide » ne soit pas approprié, on peut adopter celui de « sociocide » du professeur Salah Abdel Jawad de l'université Bir Zeid, ou le concept de « politicide » d'un sociologue israélien. La terre originelle de la nation palestinienne est actuellement volée par les « colonies légales » et les « avant-postes illégaux » qui provoquent de plus en plus de transferts. Le mur atomise la société palestinienne en cantons isolés. La nouvelle législation vise à limiter l'entrée de Palestiniens dans les territoires palestiniens, ainsi que leurs possibilités de se déplacer à l'intérieur de leur propre territoire. Les représentants démocratiquement élus de la population de Jérusalem ont été expulsés de leur cité, et des dizaines de ministres et membres du Conseil législatif ont été enlevés, emprisonnés, pris comme otages pour un échange final de prisonniers.

Le comble de tous ces maux, ce sont les horreurs à Hébron où la population locale est soumise à un harcèlement quotidien par les colons et l'armée israélienne et se voit dénier l'accès à une part très importante de sa ville. C'est le martyre de Gaza, cible d'un blocus économique et de bombardements systématiques d'Israël qui détruisent les infrastructures de base et en abattent des centaines.

Inutile de dire que tous ces crimes, dont certains sont qualifiés de crimes contre l'humanité par Human Rights Watch, ne provoquent aucune sanction, ni même protestation par la prétendue communauté internationale. L'impunité pour les barbares est la nouvelle norme, de l'Iraq jusqu'à Gaza. Quant au « camp de la paix » israélien, il est rentré dans un coma profond le jour où Ehud Barak est revenu de Camp David, où ils ont avalé le gros mensonge du « danger existentiel » qui menacerait Israël avec, quelque part, un soulagement émotionnel.

La similitude entre la stratégie et les méthodes d'Israël et celles des USA soulève la question de savoir qui est la tête et qui est la queue, ou autrement dit, qui fait bouger l'autre : est-ce le lobby israélien qui pousse les USA dans le sens des besoins de l'Etat sioniste, ou l'administration US qui pousse Israël pour réaliser sa politique de guerre globale au Moyen-Orient ? En réalité, c'est une mauvaise question : il n'y a ni tête ni queue, mais une guerre globale de recolonisation et un monstre agressif à deux têtes hideuses. Les stratégies néoconservatrices ont été élaborées conjointement par les politiciens et penseurs US et israéliens et mises en application simultanément, bien qu'on ne puisse nier qu'Israël a eu l'occasion de tester ces stratégies et ces méthodes avant les Etats-Unis, les néo-cons israéliens ayant gagné les élections quatre ans avant leurs homologues américains.

Les USA et Israël - mais aussi la Grande-Bretagne de Blair, l'Italie de Berlusconi et même de Romano Prodi et de plus en plus d'autres pays occidentaux - conduisent une guerre mondiale contre les peuples de la planète, avec un agenda affiché : imposer par la violence et/ou la menace la loi de l'Empire néolibéral. Cette guerre globale est une croisade des néo-barbares contre la civilisation humaine.

Le rôle d'Israël dans cette association est d'éradiquer toutes formes de résistance à l'Empire au Moyen-Orient, et d'abord cette résistance emblématique palestinienne laquelle, à ce moment de l'histoire, est une ligne de défense non seulement pour le peuple palestinien, mais pour tous les peuples et nations du Moyen-Orient, du Liban à l'Iran. C'est pourquoi le soutien à la résistance palestinienne nécessite d'être intégré comme une priorité stratégique pour tous les ennemis de la barbarie, au Moyen-Orient comme dans le reste du monde.

Le Liban sur le fil du rasoir

Depuis des semaines, Beyrouth vit dans un labyrinthe de tensions et de rumeurs. Des manifestations immenses d'y succèdent, les unes organisées par les partisans de l'alliance du 14 mars et du gouvernement, les autres par l'opposition dont le pôle dominant est Hezbollah. Devant le siège du Parlement campent en permanence des milliers de personnes qui réclament la constitution d'un gouvernement d'«unité nationale» regroupant l'ensemble des factions politiques.

Par Pierre Beaudet

Ailleurs au pays, la situation est fragile. Dans les villes majoritairement sunnites de Saida (sud) et Tripoli (nord), des manifestations sont organisées par les factions contre Hezbollah. Cette «reconfessionnalisation» divise la population musulmane (Chi'ites et Sunnites) et s'aggrave aussi dans la capitale. Des incidents sont survenus à l'université arabe à Tariq Jadideh (25 janvier) lorsque des étudiants sunnites et chi'ites se sont affrontés les armes à la main. Dans une vaste zone entre les quartiers Shiah et Roummaneh, jeunes Chi'ites et Maronites aiment s'invectiver et se lancer des pierres. Ailleurs, les partisans chrétiens du Général Aoun (allié d'Hezbollah) combattent d'autres factions chrétiennes comme les phalangistes. Beaucoup de Libanais ont peur de voir leur pays replonger dans la guerre civile.

Espoirs déçus

En 1992, la guerre civile qui avait brisé le pays prenait fin avec la signature de l'accord de Ta'if qui prévoyait un partage du pouvoir entre communautés et factions. Appuyé par les pays occidentaux, cet accord donnait un rôle important à la Syrie pour maintenir la paix, tout en encourageant un processus de réconciliation nationale. En 2000, l'occupation israélienne du sud du pays prenait fin avec le départ de Tsahal épuisé par la redoutable guérilla d'Hezbollah. Beaucoup de monde pensait à l'époque que le Liban pourrait enfin renaître de ses cendres. Mais des fissures moins apparentes étaient déjà à l'œuvre. La reconstruction entreprise par le Premier Ministre Rafik Hariri s'est faite en faveur des groupes privilégiés et des centres urbains au détriment des banlieues pauvres et des régions périphériques peuplées majoritairement de Chi'ites. Ceux-ci encore plus qu'avant sont devenus dépendants d'un vaste État dans l'État qui leur assure la sécurité mais qui aussi offre les services de santé et d'éducation. Deux sociétés libanaises se sont ainsi reconstituées dans un processus d'exclusion sociale et économique.

Miroir et enjeu des rivalités régionales

Les problèmes intérieurs du Liban ne prendraient pas une tournure si dramatique si ce n'est l'influence de la géographie. Depuis 1948, en effet, le Liban vit une confrontation permanente avec Israël. Pendant longtemps, on a cru que le conflit était

lié à la présence de centaines de milliers de réfugiés palestiniens sur le territoire libanais et jusqu'à 1982, de l'Organisation pour la libération de la Palestine. Mais depuis déjà plusieurs années, les Palestiniens sont un facteur politique (et militaire) négligeable au Liban. En substance selon l'historien Georges Corm, «l'existence d'un Liban multiconfessionnel et démocratique est antinomique avec la vision israélienne des choses». D'où le rêve israélien de voir le Liban éclater en «cantons» confessionnels dressés les uns contre les autres. Face à cette situation, d'autres voisins du Liban se sentent menacés. La Syrie tente d'y exercer une influence de «grand frère», en jouant sur le fractionnement de la société et du monde politique libanais. Durant la dernière période, le régime syrien aux prises avec ses propres contradictions intérieures n'a pas eu la main légère en tentant d'imposer ses vues.

Bush et la réingénierie du Moyen-Orient

Les problèmes libano-libanais couplés aux rivalités régionales ont pris une autre tournure après le 11 septembre 2001. Certes, le Liban est loin de l'Irak et de l'Afghanistan. En réalité, il est engouffré dans la crise. L'administration Bush veut procéder à la «réingénierie» du Moyen-Orient et «restructurer» le Liban en y installant une nouvelle équipe «en ligne» avec ses intérêts et ceux Israël. Au lieu d'apaiser le jeu, Washington pousse les contradictions interlibanaises en les polarisant contre la Syrie, les Palestiniens, l'Iran. Adoptée par le forcing américain et la capitulation de la France, la résolution 1559 du Conseil de sécurité de l'ONU (2004) exigeait non seulement le départ du contingent syrien, mais le désarmement d'Hezbollah. Pour une majorité de Libanais, ces conditions ne pouvaient qu'aggraver les tensions existantes. Peu après, le gouvernement s'est disloqué. Après l'assassinat du premier Ministre Hariri en 2005, la coalition du 14 mars a exigé le départ des Syriens tout en s'efforçant de marginaliser Hezbollah. Le cycle des manifestations s'est alors enclenché, sans pourtant que Hezbollah ne démontre de signes de faiblesse, au contraire.

La guerre des 33 jours

Dans ce contexte survolté, Washington a donné le feu vert à Tel-Aviv au début de l'été dernier. Une occasion lui a été servie avec le raid du Hezbollah résultant dans la mort et l'enlèvement de soldats israéliens dans la zone occupée par Israël, les «fermes de Shaba». Aussitôt, le plan israélien a été déclenché dans une orgie de destructions. Pendant que Washington bloquait le processus à l'ONU, Tel-Aviv avec l'appui de l'Arabie saoudite, de la Jordanie et de l'Égypte espérait en finir une fois pour toutes. Mais à la surprise générale, Hezbollah a tenu le coup, infligeant de lourdes pertes à l'armée israélienne et déstabilisant toute la partie nord d'Israël. Un mois plus tard devant l'impasse, Israël s'est retiré. Sous inspiration américaine, une nouvelle résolution (1701) a été adoptée par le Conseil de sécurité ordonnant le cessez-le-feu et le renforcement de la force d'interposition (la FINUL). Partie remise pour les uns, victoire symbolique du Hezbollah pour les autres, la dernière guerre a détruit non seulement une grande partie de l'infrastructure du pays (le Liban est revenu en arrière de 20 ans), mais surtout les espoirs d'une paix durable.

Face à face menaçant

Pour le Premier Ministre Siniora, c'est Hezbollah qui est responsable des malheurs actuels de son pays. De plus en plus, un discours haineux est entendu contre les Chi'ites, comme le député Pierre Gémayel qui disait avant son assassinat que la «seule population de qualité au Liban est la communauté maronite». Alors que les déshérités occupent le centre de Beyrouth, les beaux quartiers se mobilisent contre la «racaille» qui vient de la «dahiya» (les banlieues chi'ites). De son côté, Hezbollah est convaincu d'avoir le droit de son côté et que sans sa capacité de dissuasion, l'armée israélienne occuperait Beyrouth, comme en 1982, lorsque des massacres atroces ont été commis contre les civils. Le leader du Hezbollah, Sayyid Nasrallah est cependant devant un dilemme. Son ambition de transformer son organisation en un mouvement de libération nationale contredit la réalité de sa base de masse. Certes, une coalition large s'est constituée autour de Hezbollah, incluant le Parti communiste libanais, qui a une faible implantation mais qui reste encore une force nationale. À noter également que la Confédération générale du travail (CGT), le plus important syndicat, s'est mobilisée récemment contre le gouvernement Siniora et ses alignements vers les prescriptions et les conditionnalités délimitées par le FMI et les pays donateurs réunis à Paris, soi disant pour «aider à la reconstruction du Liban». ¹ Malgré tout cela la nature de la confrontation prend de plus en plus une connotation confessionnelle, largement entretenue par ailleurs par ceux qui veulent détruire le Liban.

Avant la prochaine tempête

Dans le sud du pays, les forces de la FINUL sont sur la corde raide. Les États-Unis voudraient qu'elles partent en guerre contre

Hezbollah, ce qui est plus facile à dire qu'à faire. Le commandement français des casques Bleus tend à interpréter la chose différemment et récemment, est venu à un cheveu de tirer des missiles contre des avions israéliens qui ne cessent de violer l'espace aérien libanais. Hezbollah entre-temps garde un profil bas, cherchant à éviter toute provocation, tout en affirmant qu'il n'est pas question de désarmer dans les circonstances actuelles. Les capacités militaires d'Hezbollah ont certes été affectées par la guerre de 33 jours, mais personne ne pense qu'il ne dispose pas encore de forces considérables. Pour ces raisons, des tractations en coulisses sont en cours entre Washington et divers pays de la région, y compris la Syrie et l'Iran, à qui l'on demande poliment de «laisser tomber» Hezbollah en échange d'un apaisement des tensions. À date, la tactique ne fonctionne pas. Personne n'est assez naïf pour croire les promesses de l'administration Bush d'une part. Et contrairement à l'image répandue par les médias occidentaux, Hezbollah et la résistance libanaise ne sont pas des «pions» de Damas ni de Téhéran. Entre-temps, les Libanais se raccrochent à quelques filets d'espoir. Amr Moussa, le secrétaire général de la Ligue Arabe, respecté dans la région mais détesté par les États-Unis, a proposé une solution en élargissant le cabinet par l'inclusion de 19 membres de la coalition du 14 mars et de 10 membres de l'opposition, ce qui est plus que généreux pour le gouvernement considérant la donne démographique. Mais pour celui-ci, tout cela est un complot pour donner à Hezbollah une capacité de blocage (les décisions doivent être adoptées par les deux tiers des députés).

NOTES

- 1 Le gouvernement libanais a obtenu des promesses d'aide totalisant \$10 milliards de dollars. Par ailleurs, la dette externe du pays dépasse \$41 milliards et écrase littéralement l'économie. Il ne fait pas doute par ailleurs que cette dette résulte des politiques de l'ancien Premier Ministre Rafik Hariri, lesquelles avaient été fortement endossées par les mêmes «donateurs».



Le Forum Social Mondial : de la défensive à l'offensive

Le Forum Social Mondial (FSM) s'est retrouvé à Nairobi, au Kenya, du 20 au 25 janvier. Cette organisation, fondée comme une sorte d'anti-Davos, a mûri et évolué sans doute plus que ses participants ne le réalisent. Depuis le début, le FSM a été une rencontre d'un large spectre d'organisations et de mouvements du monde entier qui se définissent comme opposés à la mondialisation néolibérale et à l'impérialisme sous toutes ses formes. Son slogan a été « un autre monde est possible », et sa structure, celle d'un espace ouvert sans permanent, porte-parole ou résolution. Le FSM s'est posé contre la mondialisation néolibérale, et le terme « altermondialiste » a été forgé pour définir la position de ses partisans – un autre type de structure globale.

*Par Immanuel Wallerstein **

Dans les quelques premiers rassemblements, depuis 2001, l'accent était défensif. Les participants, chaque fois plus nombreux, dénonçaient les travers du consensus de Washington, les efforts de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour imposer la loi du néolibéralisme, les pressions du Fonds monétaire international (FMI) dans les pays de la périphérie pour tout privatiser et ouvrir les frontières au libre flux du capital, ainsi que l'attitude agressive des Etats-Unis en Irak et ailleurs.

Lors de cette sixième rencontre mondiale [l'année dernière, le forum avait été décentralisé dans trois villes : Bamako, Caracas et Karachi], ce langage défensif a été moins présent – simplement parce que tout le monde le tenait pour acquis. Et aujourd'hui, les Etats-Unis paraissent moins impressionnants, l'OMC semble paralysée et fondamentalement impuissante, le FMI est presque oublié. Le New York Times, relatant la rencontre de Davos de cette année, évoquait la prise de conscience d'un « changement de l'équation du pouvoir » dans le monde, du fait que « personne n'est plus vraiment aux commandes », et que « les fondations mêmes du système multilatéral » ont été ébranlées, « laissant le monde à court de leadership, à un moment où il est de plus en plus vulnérable à des chocs catastrophiques ».

Dans cette situation chaotique, le FSM incarne une réelle alternative et crée graduellement un ensemble de réseaux dont l'impact politique va émerger dans les cinq à dix prochaines années. Les participants du FSM ont débattu longuement pour savoir s'il devait continuer à être un forum ouvert ou s'il devait s'engager dans une action politique structurée et planifiée.

Progressivement, presque subrepticement, il est devenu clair, à Nairobi, que la réponse n'était pas univoque. Les participants voudraient faire les deux – conserver le FSM comme un espace ouvert, capable d'inclure tous ceux qui veulent transformer le système mondial existant et, en même temps, conduire et encourager ceux qui veulent organiser des actions politiques spécifiques à le faire et à s'organiser pour cela lors des rencontres du FSM.

L'idée clé c'est la création de réseaux, que le FSM est particulièrement équipé pour construire à un niveau mondial. Il existe déjà un réseau effectif de féministes. Pour la première fois, à Nairobi, il s'est formé un réseau de lutte des travailleurs (en définissant le concept de « travailleur » assez largement). Il y a maintenant un réseau en construction de militants intellectuels. Le réseau de mouvements ruraux/paysans s'est renforcé. Le réseau de celles et ceux qui défendent des sexualités alternatives est en plein essor (il a permis aux mouvements gay et lesbiennes kenyans d'affirmer une présence publique qui aurait été difficile auparavant). Il y a un réseau anti-guerre (concerné directement par l'Irak et le Moyen-Orient en général). Et il y a des réseaux fonctionnels sur des terrains de lutte spécifiques – les droits à l'eau, la lutte contre le HIV/sida, les droits humains.

Le FSM multiplie aussi les manifestes : l'Appel dit de Bamako, qui préconise une campagne d'ensemble contre le capitalisme ; un manifeste féministe, qui en est à sa deuxième version et continue à évoluer ; un manifeste du monde du travail qui vient juste de naître. Il y aura sans doute d'autres manifestes, puisque le FSM continue. La quatrième journée du forum a été dédiée essentiellement à la rencontre de ces réseaux, chacun d'eux énumérant quels types d'actions communes il pourrait entreprendre – en son propre nom, mais sous le parapluie du FSM.

Finalement, l'attention s'est portée sur ce que cela signifie de dire « un autre monde ». Il y a eu de sérieux débats et discussions sur ce que nous entendons par démocratie, travailleurs, société civile, et sur le rôle des partis politiques dans la construction du monde futur. Ces discussions définissent des objectifs et les réseaux sont une large partie des moyens par lesquels ces objectifs peuvent être atteints. Les discussions, les manifestes et les réseaux incarnent une posture offensive. Ce n'est pas que le FSM ne connaisse pas des problèmes internes. La tension entre certaines des plus grandes ONG (dont les QGs et les forces vives sont au Nord), qui soutiennent le FSM tout en se montrant aussi à Davos, et les mouvements sociaux plus militants (particulièrement forts au Sud, mais pas uniquement) restent bien réels. Ils sont tous deux représentés dans l'espace ouvert, mais les organisations plus militantes contrôlent les réseaux. Le FSM fait parfois figure de tortue lente et maladroite. Mais dans la fable d'Esope, le lièvre rapide et rutilant de Davos a perdu la course.

• **Écrivain et essayiste états-unien.** Le texte a été publié par le bimensuel suisse *solidarités* (www.solidarites.ch)

L'appel des mouvements sociaux

**Déclaration adoptée le 24 janvier 2007
par l'Assemblée des Mouvements sociaux réunie à Nairobi lors du 7e FSM**

Nous, les mouvements sociaux d'Afrique et du monde entier, nous sommes venus ici à Nairobi, au Forum Social Mondial (FSM) 2007 pour célébrer l'Afrique et ses mouvements sociaux :

- L'Afrique et son histoire permanente de lutte contre la domination étrangère, le colonialisme et le néo-colonialisme
- L'Afrique et ses contributions à l'humanité ; l'Afrique et son rôle dans la quête d'un autre monde.
- Nous sommes ici pour célébrer et réaffirmer l'esprit du Forum Social Mondial qui est un espace de lutte et de solidarité ouvert à tout le monde et aux mouvements sociaux quelle que soit leur capacité de paiement.
- Nous dénonçons les tendances à la marchandisation, à la privatisation et à la militarisation de l'espace du FSM. Des centaines de nos frères et sœurs qui nous ont souhaité la bienvenue à Nairobi, ont été exclu(e)s en raison des coûts élevés de participation.
- Nous sommes également profondément préoccupés par la présence d'organisations qui travaillent contre les droits des femmes, les droits des secteurs marginaux et contre les droits sexuels et la diversité en contradiction avec la Charte des Principes du FSM.
- L'Assemblée des mouvements sociaux a créé une tribune pour que les Kenyans, Kenyanes et les autres Africains et Africaines, venus de divers horizons, présentent leurs luttes, leurs alternatives, leurs cultures, leurs talents et leurs capacités. C'est aussi un espace pour que les organisations de la société civile et les mouvements sociaux interagissent et partagent les thèmes et les problèmes qui les touchent.
- Depuis la première assemblée en 2001, nous avons contribué à édifier et à consolider avec succès les réseaux internationaux de la société civile et ceux des mouvements sociaux. Nous avons renforcé notre esprit de solidarité et nos luttes contre toutes les formes d'oppression et de domination.
- Nous reconnaissons que la diversité des mouvements et des initiatives populaires contre le néo-libéralisme, l'hégémonie du monde capitaliste et les guerres impérialistes, sont une expression de la résistance mondiale.
- Nous devons maintenant avancer vers une étape d'alternatives effectives. Beaucoup d'initiatives locales existent déjà et elles doivent être amplifiées : ce qui se passe en Amérique latine et dans d'autres parties du monde - grâce à l'action conjointe des mouvements sociaux - montre le chemin pour mettre en pratique des alternatives concrètes à la domination du capitalisme mondial.
- En tant que mouvements sociaux des cinq continents réunis à Nairobi, nous exprimons notre solidarité avec les mouvements sociaux d'Amérique latine dont les luttes persistantes et continues ont conduit aux victoires électorales de la gauche dans plusieurs pays.
- Nous appelons à une ample mobilisation internationale contre le G8 à Rostock et Heiligendamm (Allemagne) du 2 au 8 juin 2007.

ela soberania da Ve
o com o Presidente

- Quelle démocratie pour quelle transformation au Venezuela ?
- Le débat sur la création du parti unique
- Les images du socialisme

**Aberto
ao
Público**

30/01/20
17h

**Visite a Tenda Cuba-Venezuela durante o Fórum Social
atrás do Anfi-teatro Pôr do Sol: shows todas as**

Comitê Gaúcho de Solidariedade à Revolução

Controverses

Le débat sur la création du parti unique au Venezuela

Toute possibilité de formuler comme projet d'avenir la construction d'une société démocratique alternative à l'ordre capitaliste et envisagée comme étant le socialisme du XXI^e siècle doit commencer, obligatoirement, par un débat approfondi sur l'expérience historique du socialisme du XX^e siècle, particulièrement celle du socialisme ayant réellement existé dans ce qui fut son expression hégémonique, le socialisme soviétique. On ne peut pas commencer par affirmer à la fois qu'elle fut l'expérience du siècle passé et que, dans les conditions historiques du nouveau siècle, il sera possible de construire une expérience nouvelle débarrassée du poids de ce passé.

*par Edgardo Lander **

En tant qu'alternative démocratique « supérieure » à l'ordre d'exploitation capitaliste, ce socialisme du XX^e siècle a été un échec retentissant. Non seulement il n'a pas dépassé les limites formelles de la démocratie libérale bourgeoise, mais il a construit un ordre autoritaire qui a fini par annihiler toute idée de démocratie. La négation de l'extraordinaire diversité ethno-culturelle existant sur la planète a été consubstantielle à ce modèle qui a cherché à fondre cette riche pluralité dans une culture « prolétaire » homogène au caractère universel. Du point de vue du modèle productif, l'expérience soviétique a accentué beaucoup des tendances les plus négatives du modèle de civilisation industriel-capitaliste. Il n'a pas remis en cause les schémas de production de connaissance et de guerre technologico-productive-patriarcale contre le reste de la nature caractéristiques de cette société de croissance sans limite. Cela a conduit à des modèles de destruction environnementale encore plus accélérés que ceux qui ont caractérisé la société capitaliste.

Si on part de l'idée que le socialisme du XXI^e siècle est une expérience historique neuve, radicalement démocratique, qui incorpore et célèbre la diversité de l'expérience culturelle humaine et est capable d'harmonie avec l'ensemble des formes de vie existant sur la planète, une critique en profondeur de cette expérience historique [le socialisme du XX^e siècle] est nécessaire. Sans un diagnostic rigoureux des raisons pour lesquelles le modèle de parti-Etat soviétique a conduit à l'établissement d'un ordre autoritaire dont l'expression maximale a été le stalinisme, on manque d'outils pour se prémunir contre la menace de sa répétition. Sans un questionnement radical de la philosophie de l'histoire eurocentrique qui a prédominé dans le socialisme-marxisme des XIX^e et XX^e siècles, il n'est pas possible d'intégrer une des conquêtes les plus formidables des luttes des peuples de

toute la planète dans les dernières décennies, la revendication de l'immense pluralité de l'expérience historique culturelle humaine et le droit des peuples à préserver leurs identités, leurs façons de penser, de connaître, de sentir, de vivre. Sans une critique des hypothèses de base du modèle scientifico-technologique de la société industrielle occidentale, même les projets de changement qui se présentent comme les plus radicalement anticapitalistes ne pourront - comme ils l'ont déjà fait dans le passé - qu'accentuer les schémas autoritaires et destructeurs de cette société.

Jusqu'à présent, au Venezuela, le débat public sur le Socialisme du XXI^e siècle n'a même pas commencé à aborder ces sujets. En n'ouvrant et n'approfondissant pas ce débat, on court le risque que l'idée du Socialisme du XXI^e siècle devienne un mot d'ordre vide ou que l'on confonde la capacité d'énoncer un concept, le Socialisme du XXI^e siècle, avec le fait de savoir réellement de quoi l'on parle. Dans ce cas-ci, l'énoncé, loin de contribuer à éclaircir les idées, contribue seulement à masquer l'absence de réflexion collective et à construire une fausse notion de consensus - le consensus du non débat - sur une question si cruciale pour l'avenir du pays.

Les questions sur le rôle de l'Etat et du parti et sur leurs relations avec la possibilité de construire une société démocratique font partie des débats vitaux sur l'expérience de ce qu'a été le socialisme ayant réellement existé au XX^e siècle. Un parti-Etat, qui a accaparé chaque espace de la vie collective, a fini par asphyxier toute possibilité de débat et de dissidence et, avec eux, la possibilité même de la pluralité et de la démocratie. C'est pour cela que parmi les débats fondamentaux pour un ordre socialiste démocratique qui ne répète pas les contenus autoritaires de l'expérience du siècle passé figurent ceux ayant trait au rôle de l'Etat, à la nature de l'Etat, aux relations entre l'Etat et la pluralité des formes d'organisation et de sociabilité que l'on regroupe sous l'idée de société. Les débats sur la recherche des formes politico-organisatives les plus propices à la construction d'une société de plus en plus démocratique sont également fondamentaux. L'expérience historique suggère avec force que l'identité parti-Etat n'est pas la voie qui conduit à la démocratie.

Une conjoncture particulièrement favorable au lancement de ces débats s'ouvre avec le triomphe écrasant de Chávez lors des élections de décembre. Avec la reconnaissance par l'opposition (et le gouvernement des Etats-Unis) que les résultats électoraux représentaient la volonté de la population, il a conquis une grande légitimité et une stabilité politique. Les secteurs les plus institutionnels de l'opposition sont aujourd'hui renforcés face aux groupes plus radicaux et putschistes. Pour la première fois depuis de nombreuses années, aucun événement électoral important ne se présente dans un horizon immédiat.

C'est pourquoi la manière dont le débat public sur ledit parti unique a commencé ces dernières semaines est extrêmement préoccupante. L'annonce publique formelle de la constitution du parti unique a été formulée par le président Chávez au

Théâtre Teresa Carreño le 15 décembre 2006. Plutôt qu'un appel à l'ouverture d'un débat large et démocratique sur un des aspects principaux, et potentiellement l'un des plus polémiques, de la construction du Socialisme du XXI^e siècle, Chávez a annoncé qu'il avait décidé qu'il était nécessaire de former un parti unique des forces soutenant le processus. Il a suggéré le nom de Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV).

« Je déclare aujourd'hui que je vais créer un nouveau parti. J'invite qui voudra m'accompagner à se joindre à moi... »

« Que les partis qui le souhaitent se maintiennent, mais ils sortiront du gouvernement. Avec moi, je veux que gouverne un parti. Les votes ne sont d'aucun parti, ces votes sont ceux de Chávez et du peuple, qu'on ne nous raconte pas d'histoires. » ¹

Si cette manière de décider sur une question aussi cruciale pour l'avenir du Venezuela est préoccupante, la manière dont cette annonce a été reçue par les forces politiques et les plus éminents porte-parole du chavisme est encore plus problématique.

Dans une des premières réactions publiques à l'annonce du Président, le dirigeant du Mouvement Cinquième République (MVR, Movimiento Quinta República, parti de Chávez) Elvis Amoroso a déclaré que son organisation obéirait sans broncher à la décision de son leader.²

Selon Diosdado Cabello :

« Le parti unique est une réalité et, dans ce sens, il n'y a rien à discuter. Il ne nous reste qu'à mener à bien le congrès idéologique qui aura lieu au premier trimestre de l'année 2007, afin de déterminer les grandes lignes à mettre en œuvre pour donner vie à cette proposition. » ³



Selon le directeur général du MVR, Francisco Ameliach, membre de la commission du parti unique du MVR, le dernier mot sur ce parti revient au chef de l'Etat en tant que président de cette organisation. Pour le moment, a-t-il affirmé, Chávez n'a donné aucune instruction sur la formation de cette instance politique ⁴.

Le MVR a commencé presque immédiatement les démarches formelles pour sa dissolution ⁵.

Diverses organisations et groupes politiques plus petits associés au processus [la Révolution bolivarienne, ndlr] ont annoncé rapidement leur adhésion au nouveau parti. Selon le secrétaire de l'organisation nationale de la Ligue socialiste, Wilfredo Jiménez, cette organisation a approuvé la proposition de constituer le parti unique.

« Nous œuvrons à la construction du socialisme endogène à partir du pouvoir populaire sous toutes ses expressions : ouvrière, paysanne, indigène, communautaire, étudiante, femmes au foyer et économie informelle, entre autres. De plus, nous nous engageons sur la méthode de construction proposée par le commandant Hugo Chávez Frías. »

« ...préalablement à cette décision, ils réaliseront une consultation populaire en janvier pour faire le bilan des 33 années de lutte dans le pays. » ⁶

Les porte-parole du Mouvement Electoral du Peuple (MEP, Movimiento Electoral del Pueblo) ⁷, du Front Civico-Militaire Bolivarien (FCMB, Frente Cívico Militar Bolivariano) ⁸, du Mouvement Démocratie Directe (MDD, Movimiento Democracia Directa) ⁹ se sont exprimés dans le même sens. Le parti Union Populaire Vénézuélienne (UPV, Unión Popular Venezolana) a non seulement annoncé sa disposition à faire partie du nouveau parti ¹⁰, mais il s'est aussi adressé au Conseil National Electoral (CNE) en annonçant sa dissolution en tant qu'organisation politique ¹¹.

Seuls Patrie Pour Tous (PPT, Patria Para Todos), le Parti Communiste du Venezuela (PCV) et Podemos (littéralement « nous pouvons ») ont émis quelques réserves sur le processus de création du nouveau parti. Pour Rafael Uzcátegui, secrétaire national du PPT, ce n'est pas une décision qui peut se prendre sans organiser un débat interne à l'organisation :

« On ne peut pas porter atteinte à la démocratie interne au nom de l'unité ; en cela nous différons du président Hugo Chávez. Débattre est la seule manière de conscientiser. »

« Le PPT est une organisation disciplinée et démocratique... Nous sommes les enfants du débat. »

« ...la proposition du président Chávez sur la création du parti unique doit être examinée par l'assemblée nationale du parti. »

Uzcátegui revendique le pluralisme en soulignant qu'« il n'y a pas d'unanimité au sein du 'processus' sur la vision du socialisme » ¹². La tenue d'une assemblée nationale a été annoncée pour le mois de janvier 2007 pour prendre une décision définitive sur la création du PSUV ¹³.

Pour sa part, le bureau politique du comité central du PCV a

émis une déclaration dans laquelle en plus de « réitérer notre total accord avec la tâche stratégique de construire l'unité organique du mouvement révolutionnaire vénézuélien... », il annonce qu'il convoquera un congrès national extraordinaire du parti pour que ce dernier « définisse l'orientation que devront adopter le PCV et la Jeunesse communiste du Venezuela au sujet de l'unité organique » ¹⁴.

Pour leur part, la majorité des dirigeants de Podemos affirment être d'accord avec la création du parti unique, mais ils exigent un traitement respectueux et égalitaire. Selon Ismael García, « dans ce dialogue, il ne peut y avoir de parents pauvres ou des orphelins » ¹⁵.

Le dirigeant du MVR, le député Luis Tascón, discrédite ces arguments en affirmant que la non acceptation immédiate de la proposition par les trois partis [PPT, Podemos et PCV, ndlr] vient du fait qu'ils désirent conserver leurs parcelles de pouvoir :

« Le PPT, Podemos et le PCV se ménagent des parcelles de pouvoir, des espaces qu'ils conservent en étant des organisations indépendantes. Le peuple chaviste réclame l'unité. Ils préfèrent être des têtes de souris plutôt que des queues de lion. » ¹⁶

Sans entrer dans le débat approfondi sur les formes politico-organisatives les plus appropriées pour impulser un processus d'approfondissement de la démocratie au Venezuela ou sur l'opportunité de la constitution d'un parti unique, la forme prise jusqu'à présent par ce débat public limité est extrêmement préoccupante, surtout si l'on songe qu'il pourrait préfigurer la manière dont se conduira le débat sur le Socialisme du XXI^e siècle.

Beaucoup de questions restent en suspens.

La création d'un parti socialiste a-t-il un sens avant un processus de construction collective de l'idée de socialisme à laquelle on aspire ? Ne serait-on pas en train de mettre la charrue avant les bœufs ?

Quel avenir, du point de vue de la pluralité et de la démocratie, attend un parti dont la création se décrète de cette manière ?

Un débat polémique, démocratique, pluriel, sur l'orientation du pays est-il possible si certains des choix fondamentaux dans la définition de cette orientation sont annoncés comme des décisions ayant déjà été prises avant le début du débat ?

Sera-t-il possible de commencer à avancer dans le sens d'un plus grand équilibre entre le leadership de Chávez, pour l'instant irremplaçable dans l'actuel processus politique vénézuélien, et des instances et des leaderships au plus grand pluralisme favorisant l'expression d'un éventail nécessairement plus large de positions et de visions qui existent et qui continueront à surgir en lien avec la construction d'une société alternative ?

C'est une conjoncture politique extraordinairement propice pour engager de manière franche ces débats et polémiques sur la société que nous souhaitons. Si nous ne profitons pas au mieux de cette opportunité, nous nous en mordrons les doigts dans le futur.

NOTES

- 1 «Chávez llama a conformar el Partido Socialista. Al socialismo no vamos a llegar por arte de magia... necesitamos un partido, no una sopa de letras», Prensa Presidencial - Aporrea, Caracas, 16 décembre 2006. www.aporrea.org/ideologia/n87995.html.
- 2 «Partido Único : El MVR acata la decisión del Presidente, afirma Elvis Amoroso», Panorama digital - Aporrea, Caracas, 17 décembre 2006. www.aporrea.org/ideologia/n88014.html.
- 3 «Diosdado Cabello : El partido que no entienda el momento político que se vive en el país simplemente desaparecerá», Prensa Gobierno de Miranda - Aporrea, Caracas, 10 décembre 2006.
- 4 Sara Carolina Díaz, «Sólo los disciplinados estarán en dirigencia de partido único», El Universal, Caracas, 13 décembre 2006.
- 5 Anderson Paredes, «El MVR se prepara para su disolución», Panorama, Maracaibo, 18 décembre 2006. www.aporrea.org/ideologia/n88070.html. «Partido Socialista Unido de Venezuela heredará patrimonio del MVR», Agencia Bolivariana de Noticias (ABN)-Aporrea, 18 décembre 2006. www.aporrea.org/actualidad/n88075.html.
- 6 «Liga Socialista se adhiere al PSUV», Agencia Bolivariana de Noticias (ABN), Caracas, 21 décembre 2006. www.aporrea.org/ideologia/n88202.html.
- 7 MEP : «Es una decisión extraordinaria» Panorama Digital - Aporrea, 17 décembre 2006. www.aporrea.org/ideologia/n88015.html. «MEP aceptó propuesta de Partido Socialista Unido de Venezuela», Agencia Bolivariana de Noticias (ABN) - Aporrea, Caracas, 19 décembre 2006. www.aporrea.org/ideologia/n88115.html.
- 8 «Frente Cívico Militar se Integra al PSUV», Tcnel. Héctor Herrera Jiménez, Aporrea, Caracas, 21 décembre 2006. www.aporrea.org/ideologia/n88193.html.
- 9 «MDD apoya el llamado a conformar el PSUV», Prensa MDD-Aporrea, Caracas, 19 décembre 2006, www.aporrea.org/ideologia/n88128.html.
- 10 Selon les termes de la plus haute dirigeante de cette organisation : «Mon commandant ordonne et nous agissons. Nous sommes prêts à dissoudre l'UPV. Qui suis-je pour fixer des conditions à des décisions du deuxième Libérateur de la République, du Messie que Dieu a envoyé au Venezuela pour sauver le peuple ?», Pedro Pablo Peñaloza, «PPT y PCV abogan por debate sobre creación de partido único», El Universal, Caracas, 17 décembre 2006.
- 11 «UPV se disuelve para formar parte del Partido Socialista Único de Venezuela», Agencia Bolivariana de Noticias (ABN), 19 décembre 2006. www.aporrea.org/ideologia/n88116.html.
- 12 Pedro Pablo Peñaloza, op. cit.
- 13 Luis Zárraga, «Asamblea Nacional del PPT fijará posición sobre PSUV», Diario Vea - Aporrea, 21 décembre 2006. www.aporrea.org/ideologia/n88177.html.
- 14 Partido Comunista de Venezuela hace declaración pública en relación al Partido Único», Prensa PCV -Aporrea, Caracas, 18 décembre 2006, www.aporrea.org/ideologia/n88062.html.
- 15 «Podemos exige trato digno en debate sobre la nueva organización», El Universal, Caracas, 19 décembre 2006.
- 16 Pedro Pablo Peñaloza, «Tascón exige reglas claras y no confundir al PSUV con un cuartel. El diputado cree que PPT, Podemos y PCV luchan por cuidar 'parcelas de poder', El Universal, Caracas, 24 décembre 2006.

Edgardo Lander enseigne à la sociologie à l'Université de Caracas. Il a été un des organisateurs du Forum social vénézuélien en 2006. L'article a été publié par Aporrea (www.aporrea.org) et traduit par le RISAL - Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine <http://risal.collectifs.net>

Traduction : Catherine Goudounèche

Les images du socialisme

par Raúl Zibechi *

La polémique née dans le feu de la récente proposition du président Hugo Chavez de créer un parti unique de ses partisans au Venezuela et qui va de pair avec son initiative de construire le « socialisme du XXI^e siècle », semble être une bonne opportunité pour nourrir un débat toujours vivace et nécessairement inachevé sur l'autre monde auquel nous sommes nombreux à aspirer. Comme l'a souligné le sociologue vénézuélien Edgardo Lander, il est impossible d'avancer dans le débat sans faire une évaluation du socialisme réel. Pour ceux qui comme nous se sont formés dans la pensée de Marx, l'expérience passée et présente du « mouvement historique qui s'opère sous nos yeux » (Manifeste communiste) est la référence inéluctable dans ce débat.

Les trajectoires de beaucoup de mouvements sociaux latino-américains ont une relation étroite avec les métaphores auxquelles Marx a eu recours pour dessiner ses visions de la révolution et du monde nouveau. Il ne s'est pas efforcé de formuler une « théorie de la révolution » comme une bonne partie de ses disciples s'y est attachée, mais il s'est borné à penser à partir d'images - ou de paraboles si on préfère - nées de l'expérience concrète. Ses constructions théoriques prétendaient impulser le mouvement réel, pas lui indiquer un chemin unique, atemporel, ahistorique, valable pour tous les temps et sous toutes les latitudes.

En évoquant la Commune de Paris (dans La guerre civile en France), il a rappelé que la classe ouvrière « n'a pas d'utopies toutes faites à introduire par décret du peuple ... Elle n'a pas à réaliser d'idéal, mais seulement à libérer les éléments de la société nouvelle que porte dans ses flancs la vieille société bourgeoise qui s'effondre ». En d'autres occasions, il a eu recours à l'image de la révolution comme accoucheuse : ce n'est pas la révolution qui crée le monde nouveau mais, « simplement », elle l'aide à naître. Il n'a jamais misé sur l'Etat comme clef de voûte de la construction du socialisme, il a toujours considéré cette institution comme un obstacle sur le chemin de l'émancipation.

Devant nos yeux apparaissent aujourd'hui une multiplicité de pratiques de changement social qui grandissent au cœur des mouvements, de la forêt lacandona [Chiapas, Mexique] à la Patagonie. Ce sont des créations originales de portions de ces autres sociétés (indiens, sans-terre, sans emploi, pauvres des périphéries urbaines) qui prennent forme en marge du marché et à contre-courant de l'accumulation du capital. En général, ils ne répondent pas à des projets établis d'avance par tel ou tel courant politique - « ils ne reposent nullement sur des idées et des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde », comme le dit le Manifeste -, mais ils boivent aux sources inépuisables des cultures et des traditions de ceux d'en bas. Comme elles sont toutes différentes, leurs créations sont également diverses et dissemblables.

Dans les territoires des mouvements qui, souvent, représentent des autres sociétés en mouvement, naissent des pratiques éducatives, de santé, de production, fondées sur des relations sociales non capitalistes. Des ouvriers d'usines récupérées produisent sans contremaîtres et réinventent des formes de division du travail qui n'engendrent pas de hiérarchie ; des paysans créent des asentamientos [occupation de terre légalisée, ndlr] qui supposent une véritable révolution culturelle dans la vie rurale ; des

indiens récupèrent leurs savoir médicaux ancestraux ; des sans-emploi inventent des marchandises qu'ils échangent avec d'autres sans-emploi. Dans ces espaces, l'éducation se transforme souvent en auto-éducation et, par là même, acquiert des traits émancipateurs, en dissolvant la relation classique sujet-objet qui domine dans les auditoriums.

Si quelqu'un prétend délimiter l'aspect que prendra le socialisme, il n'a rien d'autre à faire qu'à observer ces autres mondes pour saisir les traits qui se dessinent en petit, à travers une multitude de pratiques qui sont des embryons du monde nouveau. Mais le plus important est à venir. Nous ne savons pas encore comment sera le socialisme parce que, fondamentalement, il va prendre forme à travers les différentes expériences des opprimés lorsqu'ils se mettent à déployer leurs potentialités créatives. Tout le contraire de cette image tellement appréciée par certains révolutionnaires selon laquelle « le chemin est tracé », il ne reste qu'à le parcourir. Le socialisme entendu comme la propriété étatique des moyens de production et de développement des forces productives a échoué avec fracas. Le monde nouveau grandit de l'intérieur vers l'extérieur et s'étend horizontalement en-dehors et à l'encontre des institutions. Pour l'enfancement de cette société nouvelle, il paraît nécessaire de disposer d'un outillage de caractère étatique : la force, la violence organisée, ces forceps qui aident à « briser la coquille » pour en revenir aux images de Marx. Ensuite, les forceps doivent être écartés pour qu'ils ne deviennent pas une fin en soi qui finisse par défigurer le monde nouveau.

Au Venezuela, le socialisme a le choix entre deux voies. Ou bien il se base sur les milliers d'initiatives de ceux d'en-bas, dans les plus de six mille comités de terre urbaine ou dans les deux mille « tables » techniques d'eau, pour ne citer que deux exemples par lesquels des millions de personnes prennent leur vie en main ; ou bien il se base sur l'appareil d'Etat. Dans ce cas, l'Etat prend en charge la production, la santé et l'éducation et, avec le temps, tous les aspects de la vie. Ce sera un Etat de plus en plus fort, plus puissant, plus centralisé, qui formera une société à son image (...) : homogène, identique à elle-même, sans espaces pour la différence et la dissidence. C'est un chemin connu. Il conduit, en toute sécurité au meilleur standard de vie pour la population, mais il n'a rien à voir avec le socialisme ni avec l'émancipation. La relation « commandement-obéissance », un des axes du système capitaliste et de l'Etat, continuera à occuper une place centrale.

Ce modèle a en sa faveur d'être prévisible. On sait où il conduit, qui tient le gouvernail et qui exécute les ordres. Par contre, les chemins qui conduisent à un autre monde, disons « au socialisme », sont incertains, imprévisibles, toujours à réinventer. Il n'y a pas de modèles. De mon point de vue, l'expérience d'autogouvernement de ceux d'en-bas la plus avancée qui existe aujourd'hui, ce sont les Conseils de bonne gouvernance du Chiapas où tous et toutes apprennent à se gouverner, dissolvant ainsi l'Etat. Loin d'être un modèle, ils sont à peine un point de référence, la preuve palpable qu'il est possible d'aller au-delà de ce qui existe, au-delà des sentiers battus dont l'histoire de plus d'un siècle a montré qu'ils reproduisent des formes d'oppression intolérable.

• **Raúl Zibechi** **Raúl Zibechi** est journaliste et écrivain, responsable de la section internationale au sein de « Brecha », édité à Montevideo. Son dernier livre est « Genealogía de la revuelta. Argentina : una sociedad en movimiento ». L'article original a paru dans La Jornada (Mexico).

Contributeurs

- **Pierre Beaudet** est sociologue et est impliqué avec Alternatives International et le Forum social mondial.
- **Leonardo Boff** est théologien (Rio). Il est l'un des principaux inspirateurs de la théologie de la libération au Brésil et en Amérique latine.
- **Marie Dejevsky** est journaliste (Paris)
- **Edgardo Lander** est sociologue (Caracas). Il a été un des pivots du Forum social mondial polycentrique au Venezuela en janvier 2006.
- **Georges Le Bel** est juriste (Montréal). Il a été récemment au Brésil à l'invitation d'un sommet populaire sur l'intégration des Amériques organisé par divers mouvements sociaux brésiliens.
- **Francisco de Oliveira** est politicologue (Sao Paulo)
- **Immanuel Wallerstein** est sociologue (New York). Il a écrit de nombreux livres et collabore régulièrement avec le mouvement altermondialiste.
- **Michel Warschawski** est président de l'Alternative Information Center (Jérusalem). Il a publié de nombreux livres et siège au conseil de direction d'Alternatives-International.
- **Raúl Zibechi** est journaliste (Montevideo). Il est fortement impliqué dans le mouvement social de l'Uruguay.

PLATEFORME PROVISOIRE

Pourquoi « Alternatives international » ?

Samedi 15 janvier 2005 par Alternatives international

Nous vivons une période de grands bouleversements. Avec l'essor du capitalisme néolibéral et la disparition du grand « compétiteur » qu'était l'Union Soviétique, un nouveau système impérial se construit à travers de nouvelles guerres, la transformation de l'ONU en une chambre d'enregistrement des décisions américaines, le contrôle renforcé des institutions financières et commerciales, etc. Cet impérialisme « ancienne manière » s'impose sans foi ni loi devant le reste du monde dans un rythme accéléré par les événements du 11 septembre.

De l'autre côté, le mouvement citoyen mondial s'affirme, passe des résistances à la mise en avant d'alternatives. Un autre monde est possible renoue avec une volonté d'émancipation conte un système fondé sur l'exploitation, le sexisme, le racisme et la violence. Le Forum social mondial (FSM), au départ une rencontre, s'efforce de devenir un processus mondial, permanent, articulé, de réseautage, de création d'une nouvelle culture, de nouvelles « valeurs » d'un mouvement social qui cherche à s'affirmer un acteur incontournable, à la fois face aux États qui essaient de le mâter, et pour les mouvements politiques de gauche qui cherchent à s'en inspirer.

Bref, les contradictions d'aiguisent et nous devons être capables de penser en même temps la radicalisation de

la droite et les immenses mobilisations qui émergent des mouvements sociaux de Seattle à Québec en passant par Gênes, Buenos Aires et Johannesburg. Pour le moment, ce mouvement n'a pas de centralité et ne se traduit pas par un projet ou une représentation politique univoque. Mais il s'y dessine à l'évidence des principes communs et des lignes de convergence qu'il est indispensable, pour sa maturation et son efficacité, de renforcer. Comme le signalent les mouvements sociaux réunis à l'occasion du Forum social mondial, « notre diversité est grande - femmes et hommes, jeunes et adultes, peuples indigènes, ruraux et urbains, travailleurs et chômeurs, sans abris, retraités, étudiants, immigrants, peuples de toutes croyances, couleurs et préférences sexuelles. Cette diversité fait notre force. Elle est la base de notre unité. Notre mouvement de solidarité est global, uni dans une même détermination contre la concentration de la richesse, l'extension de la pauvreté et des inégalités, contre la destruction de notre terre. Nous construisons des solutions alternatives, et nous les mettons en œuvre de façon créative. Nos luttes et résistances sont le ciment d'une large alliance contre un système basé sur le sexisme, le racisme et la violence, un système qui privilégie systématiquement le capital et le patriarcat sur les besoins et les aspirations des peuples ».

Pour être à la hauteur de tous ces défis, nous avons décidé de faire converger nos efforts et de créer le Réseau « Alternatives – international », qui regroupe des associations de plusieurs pays dans le but de renforcer les synergies et les actions communes. Nous voulons être à la fois :

- Un réseau de mouvements sociaux qui se reconnaissent comme des acteurs importants dans la lutte pour la transformation sociale et politique.
- Un réseau qui promeut des actions de solidarité à l'échelle internationale, pour la démocratie, la justice sociale, les droits et le développement durable, contre l'impérialisme, le militarisme, le racisme.



POINTS DE REPÈRE

MONTRÉAL
3720 avenue du Parc
bureau 300, Montréal
(Québec) H2X 2J1

PARIS
21 tel rue Voltaire
75011
Paris

RABAT
63 rue El Kadi Ayaad
Dour Jamaa
Rabat

JERUSALEM
C.P. 31417
Jerusalem
91313

<http://alternatives-international.net>